

JOURNAL DE S^T-PÉTERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.
Toute communication adressée à l'administration du journal doit être adressée au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouk, maison Dussaux, n° 15.
Toute communication destinée à l'insertion doit être signée et accompagnée de l'adresse de l'expéditeur. — Les lettres non adressées sont refusées.
Nonobstant l'intérieur sont priés d'accompagner toutes les lettres qu'ils adressent à notre administration de la dernière bande d'envoi du journal.
PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG
ANGLAISES ET AFFICHES 10 cop. la ligne.
RÉCLAMES 20 —
FAITS DIVERS 75 —

S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, n° 10, de la Police, m. de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouk, 15; à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LASKOWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LASKOWITZ, ci-devant N. KYMMEL, libraire à Kiev; R. ULMAN et C^e, bureau de commissions à Ekaterinoslaw; K. F. BOUDKIEWICZ, libraire à Jitomir, et G. BAERSTAMM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ RUSSE, Chaussée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et C^e, 1, Cecil street, Strand, W.C.; à Berlin, R. P. MOSSE, Grosse Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

Russie (SAINT-PETERSBOURG)	1 ^{re} ann.	2 ^e ann.	3 ^e ann.
1 ^{re} ann.	2 r. 50 k.	5 r. 00 k.	12 r. 00 k.
2 ^e ann.	5 r. 00 k.	10 r. 00 k.	24 r. 00 k.
3 ^e ann.	12 r. 00 k.	24 r. 00 k.	36 r. 00 k.

ÉTATS DE L'UNION POSTALE ALLEMANDE
1^{re} ann. 2 r. 50 k. 2^e ann. 5 r. 00 k. 3^e ann. 12 r. 00 k.
Belgique, Suisse, Hollande et Italie
1^{re} ann. 3 r. 00 k. 2^e ann. 6 r. 00 k. 3^e ann. 12 r. 00 k.
France, Danemark, Angleterre et Roumanie
1^{re} ann. 3 r. 50 k. 2^e ann. 7 r. 00 k. 3^e ann. 14 r. 00 k.
Suède, Espagne, Portugal, Grèce et Egypte
1^{re} ann. 4 r. 00 k. 2^e ann. 8 r. 00 k. 3^e ann. 16 r. 00 k.
États-Unis d'Amérique
1^{re} ann. 5 r. 00 k. 2^e ann. 10 r. 00 k. 3^e ann. 20 r. 00 k.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.
Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER.
Les abonnements datent du 1^{er} du mois; leur durée ne doit jamais dépasser la 31 décembre.
Abonnements pour St-Petersbourg: au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, au pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouk, 15.
Abonnements pour l'intérieur: adresser les lettres et les paiements à la rédaction du Journal de St-Petersbourg, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouk, 15 et à Moscou, chez Gautier, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les paiements de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au dessous.
Abonnements pour l'étranger: adresser les lettres à l'administration du Journal, Maximilianovsky pérouk, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 5 mai.

ARMÉE DE TERRE. Admission à la retraite
pour affaires de famille, avec pension et droit de porter l'uniforme, le général-major à la suite de l'infanterie de l'armée Borissow, des troupes de dépôt. (Ord. du jour imp. du 4 mai.)

Banque de l'Etat.
La régence de la Banque de l'Etat à l'honneur de porter à la connaissance du public qu'antérieurement à l'échéance du délai fixé pour les déclarations des personnes qui désiraient voir leurs billets de la Banque à 5 0/0

de la 2^e émission compris dans le tirage de l'année courante, elle a reçu 956 déclarations se montant à une somme de 20,750,000 r. de billets, tandis que l'amortissement à effectuer par le tirage de cette année n'en comportait que pour 2,125,000 r. Ces déclarations ont été réunies dans l'ordre de leur réception à la Banque, et ensuite, suivant l'ordre des déclarations, elles ont été réparties en séries de 25,000 r. chacune; la Banque a soumis toutes ces séries, qui avaient été numérotées au fur et à mesure de leur formation, au tirage qui a eu lieu dans sa séance du 15 mars dernier, pour l'amortissement des billets. Les numéros sortis désignaient les séries qui contenaient les déclarations indiquant les numéros des billets destinés à l'amortissement au moyen du tirage.

La table ainsi formée des billets de la Banque à 5 0/0 de la 2^e émission sortis au tirage du 15 mars 1873, a été imprimée en feuilles séparées, qui sont distribuées avec la Gazette (russe) de l'Académie et la Gazette de Moscou; de plus, pour les personnes qui désireraient les consulter, ces feuilles de tirage ont été envoyées à toutes les trésoreries de district, ainsi qu'à toutes les succursales et sections de la Banque, et elles se vendent, à St-Petersbourg, à la Banque de l'Etat, au prix de 10 copeks. Le capital des billets sortis au tirage et les intérêts dus pour le coupon échéant au 1^{er} septembre 1873 seront payés, à dater du 1^{er} septembre prochain, conformément au règlement sur ces billets, à la Banque même, intégralement, et à ses succursales et sections, avec une

retenue sur le capital pour frais de transfert. Les personnes qui désireraient toucher ce remboursement avant son échéance pourront toutefois présenter leurs billets à cet effet, à telle date qui leur plaira, tant à la Banque qu'à ses succursales et sections; mais alors les intérêts sur le coupon échéant au 1^{er} septembre 1873 ne seront payés que jusqu'au jour de la présentation des billets à l'amortissement. Les billets présentés avant le 1^{er} septembre doivent être munis de tous leurs coupons, à commencer de celui du 1^{er} septembre 1873 inclusivement; ceux qui seront présentés après cette date devront avoir tous leurs coupons, à commencer de celui du 1^{er} mars 1874 inclusivement. La valeur de chaque coupon manquant sera retenue sur le capital du billet.

des soupçons de fraude. C'est dans cet esprit que se trouvent rédigés tous les articles stipulant des amendes, pour la déclaration irrégulière des marchandises. Suit un examen détaillé de ces articles.
Pour finir, la Bourse fait observer que les amendes pour les erreurs constatées dans les déclarations avaient été adoptées lors de la rédaction des statuts des douanes, probablement parce que lors de l'ancienne juridiction, dans les cours criminelles, les enquêtes au sujet des fraudes et des accords clandestins même établis absorbaient un temps infini et se prolongeaient souvent jusqu'à la mort de l'accusé, en offrant toujours à ce dernier la possibilité de se soustraire à l'accusation formelle en restant simplement sous le coup du soupçon. Aujourd'hui, en présence d'une justice publique exercée par des jurés, de la procédure orale et de la liberté de la presse, les chances d'acquiescement sont beaucoup diminuées pour les cas de fraudes et accords clandestins. D'ailleurs, ces accords doivent forcément devenir de plus en plus rares en présence de la prime que la loi accorde pour les différences constatées par les employés des douanes.

La Voix s'occupe également de la réforme militaire, mais c'est pour examiner les ressources de la richesse nationale pour ce qui concerne les chevaux et elle trouve que pour conserver ces ressources telles que : haras de l'Etat ou particuliers « haras sauvages » ou 20 à 30 juments destinées à la reproduction se promenant toute l'année au pâturage avec l'étalon et le poulain) et enfin l'élevage nationale de la race chevaline, — il est indispensable que les exemptions suivantes soient admises pour les chevaux : 1^o devraient être exemptés de l'obligation au service militaire tous les haras appartenant à l'Etat et aux particuliers, avec un nombre de reproducteurs déterminé d'avance pour chacun, en comptant un étalon pour 10 juments et 1 étalon de réserve sur 5 étalons; 2^o dans les « haras sauvages » seraient exemptés : les juments destinées à la reproduction et un étalon pour 20 juments, plus 1 étalon de réserve pour 10 étalons; 3^o pour soutenir l'élevage des chevaux l'exemption devrait être accordée aux juments pleines, aux juments allaitant des poulains, aux étalons reproducteurs dans chaque commune, sous réserve qu'ils se trouvent dans les conditions voulues et de nature à pouvoir améliorer la race locale; aux étalons et juments de haut prix, lesquels, bien que non reproducteurs, encore, promettent de le devenir, et enfin aux étalons des haras de l'Etat.

ACTIF.

I. Encaisse métallique:

Or	188,008,183 75
Argent	11,849,209 08
Obligations du Trésor	202,283,055 77
Billets du 2 ^e emprunt extérieur à 4 1/2 %	1,828,712 94
2 ^e Découvert du trésor pour les billets de crédit	566,086,895 23
TOTAL	768,969,451 77

II. Compte des opérations commerciales.

A la Banque.	Dans les succursales.	TOTAL.
1 ^o Caisse:		
Or et argent en espèces et en lingots	1,105,609 32	31,186,552 96
Billets de crédit, à 4 %, etc., etc.	30,030,943 64	22,127,300
2 ^o Effets escomptés	3,328,406 26	53,313,762 96
3 ^o Garantie des comptes spéciaux en effets	2,882,680 08	59,515,300
4 ^o Avances sur marchandises	20,007	65,706,336 34
5 ^o de fonds publics	3,699,853 74	
6 ^o de actions et obligations	475,237	
7 ^o Garantie des comptes spéciaux en fonds publics	31,325	13,775,600
8 ^o Obligations en souffrance	8,254 07	22,098,022 74
9 ^o Effets en souffrance	6,182,824 13	467,954 07
10 ^o Valeurs publiques appartenant à la Banque	283,335 09	459,700
11 ^o Dépenses d'administration de la Banque, secours, et autr.	1,569,812 97	9,486,572 70
12 ^o Divers	1,913,805 59	1,470,000
13 ^o Dépôts en garde (or et argent) (b)	5,087,414 75	1,913,805 59
14 ^o Sommes remises au Lombard de St-Petersbourg pour prêts sur gages	2,320,100	5,087,414 75
15 ^o Sommes remises au Lombard de Moscou pour prêts sur gages	2,320,100	2,320,100
16 ^o Compte courant avec la Banque	53,633,900	53,633,900
17 ^o Dépenses courantes pour compte du Trésor		
18 ^o Dépenses courantes pour compte de l'Etat		
19 ^o Sommes dépensées par la Banque de l'Etat pour compte des anciens établissements de crédit en liquidation (a)	118,023,507 36	118,023,507 36
TOTAL	181,069,266 51	150,982,100

Bilan de la Banque de l'Etat et de ses succursales au 1^{er} mai 1873.

III. Liquidation des anciens établissements de crédit.

1 ^o Dette du Trésor provenant des emprunts faits aux établissements de crédit	8,155,979 83
2 ^o Capital de la dette hypothéquée des particuliers aux établissements de crédit (payable annuellement de 15 à 37 ans)	117,139,543 07
3 ^o Dette amortissable sur les annuités de l'opération du rachat	304,404,272 24
4 ^o Valeurs publiques acceptées en paiement de la dette hypothéquée	8,738,083 23
5 ^o Dette spéciale provenant des avances faites sur l'opération du rachat	3,651,050
TOTAL	427,588,913 42

PASSIF.

1^o Billets de crédit en circulation

1 ^o Capital de fondation	10,050,000
2 ^o Capital de réserve	3,000,000
3 ^o Dépôts à intérêts de la Banque de l'Etat à terme: à 4 %	8,09,653 60
à 4 1/2 %	6,667,570 68
à 5 %	25,707,317 09
4 ^o Comptes courants à intérêts	48,576,362 41
5 ^o Comptes courants sans intérêts	2,944,923 70
6 ^o Compte courant du Trésor et des autres administrations	13,819,564 55
7 ^o Comptes courants spéciaux	2,776,910 97
8 ^o Billets à ordre	18,554,101 56
9 ^o Intérêts dus aux déposants de la Banque de l'Etat	6,365,141 68
10 ^o Sommes diverses portées sur le compte transitoire	5,739,497 52
11 ^o Divers	611,900
12 ^o Compte courant avec les succursales	25,203,561 79
13 ^o Intérêts perçus sur les opérations	1,134,786 25
14 ^o Récompense de l'année 1872	116,082 80
15 ^o Dépôts en garde (or et argent) (b)	1,913,805 59
16 ^o Profits et pertes sur les opérations de l'année 1872	6,391,287 26
TOTAL	181,069,266 51

Le gouverneur de la Banque de l'Etat: E. LAMANSKY.

Le gouverneur de la Banque de l'Etat: E. LAMANSKY.

Le gouverneur de la Banque de l'Etat: E. LAMANSKY.

Le gouverneur de la Banque de l'Etat: E. LAMANSKY.

Le gouverneur de la Banque de l'Etat: E. LAMANSKY.

Le gouverneur de la Banque de l'Etat: E. LAMANSKY.

PARTIE NON OFFICIELLE.

Un service solennel sera célébré demain, 6 mai, à 10 heures du matin, à la cathédrale d'Isaac, à l'occasion du jour anniversaire de la naissance de S. A. I. M^{te} le grand-duc Nicolas Alexandrovitch.

(Gazette (russe) de l'Académie.)

Le préfet de St-Petersbourg, aide de camp général Trépov, notifié dans un ordre du jour aux employés de la police la bienveillance et la haute satisfaction que lui a exprimées S. M. l'Empereur pour l'ordre parfait qui a régné dans toute la ville le 15 avril, jour de l'arrivée de S. M. l'empereur Guillaume, et qui a été maintenu durant le séjour de Sa Majesté Impériale dans la capitale ainsi qu'à toutes les fêtes et revues.

Comme preuve de sa haute satisfaction, l'Empereur Alexandre a daigné accorder à titre de récompense ou d'indemnité pour le service exceptionnel et les dommages matériels qui en sont résultés, 3 r. par tête pour les gardes et sous-officiers de police, et 10 r. pour les commissaires de quartier, plus 2,000 r. à distribuer par le général Trépov aux agents de police les moins rétribués.

Le Messager officiel publie aujourd'hui le télégramme suivant: « Astrakhan, 3 mai. — S. M. le shah de Perse est arrivé heureusement aux bouches du Volga le 2 mai, à 9 heures du soir, et à Astrakhan le 3 mai, à 2 heures 30 minutes. »

La Bourse annonce de son côté que par suite d'une tempête le vapeur Nasreddin-Shah, qui portait Sa Majesté Persane, est arrivé à destination plus tard qu'à l'heure indiquée. S. M. le shah n'a pas souffert pendant la traversée.

Le Monde russe croit savoir que deux départements ministériels, concurrentement avec le saint-synode, ont élaboré les propositions suivantes, relatives à la colonisation des districts de la Bukovine de la secte des bespopovtzy, qui ont sollicité l'autorisation de s'établir en Russie sur les terres disponibles appartenant à l'Etat:

a. Les dissidents susnommés seront autorisés à s'établir dans l'Empire à la condition expresse de passer à l'orthodoxie ou au culte des dinoverly (vieux rites).

b. Il leur sera alloué des terrains dans le district de Soukhonlanets, gouverneur de Kherson, attenants à la bourgade dite « Nouvelle Odessa », à raison de 8 dékatiines par tête, et indépendamment de cela 100 dékatiines pour l'établissement d'une église orthodoxe et d'un presbytère.

c. Les colons seront exemptés pendant trois ans de l'impôt de capitation et de l'impôt foncier payé à l'Etat; pendant les trois ans suivants ils paieront ces impôts réduits de moitié.

d. A leur arrivée, chaque famille recevra à titre de prêt sans intérêts une somme de 100 roubles.

e. Pendant six ans les colons seront exemptés du service militaire.

A. A leur entrée en Russie les colons pourront apporter avec eux, sans payer les droits de douane, des instruments aratoires et d'autres objets d'économie agricole.

La Bourse annonce que le ministère des finances a reçu pour examen et approbation le projet des statuts d'une société à constituer pour la vente aux enchères des propriétés mobilières et immobilières de toutes sortes.

Le but de cette société est de servir d'intermédiaire lors de la mise en vente des propriétés, de veiller à la conservation de ces dernières jusqu'au moment de leur vente et de s'entretenir dans toutes sortes d'affaires commerciales et autres opérations privées. Le capital social serait fixé à 50,000 roubles.

Il résulte des comptes-rendus publiés par le Journal du ministère de l'instruction publique que pendant l'année scolaire de 1872-1873 le nombre des élèves des gymnases et progymnasies de tous les arrondissements scolaires, à l'exception de ceux de Varsovie et de Dornat, montait à 29,997. Dans les classes préparatoires il y avait 3,276 élèves. Total, 33,273 élèves.

La Gazette (officielle) de Penza dit que dans cette province le chiffre des résolutions prises par les assemblées communales, à l'effet de combattre l'ivrognerie par des mesures disciplinaires, montait à 190. Ce chiffre se répartit ainsi entre les districts: de Penza (20 résolutions), de Kérensk (73) et de Nijnévolovsk (98). Dans les autres districts les paysans de beaucoup de communes s'assemblent pour délibérer sur des mesures analogues à prendre contre l'ivrognerie.

Le docteur Hubner annonce à la Gazette (russe) de l'Académie que des tablettes de gélée de sucre (couleur rouge foncé), achetées dans un des magasins de fruits et de comestibles, ont été ces jours derniers la cause d'un empoisonnement très sérieux. Une analyse chimique a fait constater la présence, dans la couleur, d'une grande quantité d'arsenic. Ce poison provient à cette occasion le public connaît l'emploi de toutes espèces de bonbons et sucreries étalés sur des tables dans les rues.

On écrit de Novotcherkassk à la Gazette (russe) de l'Académie qu'un triste accident est arrivé tout récemment à l'école militaire des cosaques du Don. Deux porte-enseigne, élèves de l'école, étaient revêtus d'un habit fort vieux et un coup de sabre porté par l'un des porte-enseigne brisa le réseau de mailles de son antagoniste, qui fut atteint à la tête et mourut dans la journée des suites de sa blessure. Le défunt appartenait à l'une des meilleures familles de la province, et était fils unique.

On lit dans la Voix d'hier: « Mercredi passé, dans l'après-midi, la Néva s'est rapidement couverte des glaces du Ladoga. Les ponts ont été immédiatement démontés et les communications avec les quartiers de la rive droite ont été interrompues pendant trois heures. Jeudi les glaces avançaient quoique fort lentement, le long de la

rive droite, mais elles se sont arrêtées vers le soir et la Néva s'est trouvée prise une seconde fois. Malgré une pluie assez forte et continue elle aujourd'hui, vendredi, le fleuve garde sa cuirasse de glace et les habitants de St-Petersbourg ont en perspective un spectacle tout nouveau pour eux, c'est-à-dire une seconde débâcle de la Néva. Ce phénomène inouï est causé par l'abondance des glaces venues du lac de Ladoga. Les communications directes avec Cronstadt sont de nouveau interrompues. De plus, les glaces ont endommagé plusieurs barques chargées de blé, qui étaient à l'ancre dans le port Kalachnikov. »

Aujourd'hui samedi encore la Néva est couverte de glaces sur toute sa largeur et aussi loin que l'œil peut porter. La pluie torrentielle qui se maintenait depuis deux jours a cessé cette après-midi.

A Volodga la Dvina a débordé en emportant les ponts. La communication est interrompue et presque tous les bateaux à vapeur sont avariés. De Novala-Ladoga on écrit que la Pacha et l'Orda ont inondé les villages avoisinants, emporté beaucoup de bois, détruit un grand nombre de barques et avarié les chemins.

ERRATUM DU N° 118. Une omission grave s'étant glissée dans le 4^e alinéa de l'article de l'Invalide russe sur l'expédition de Khiva, nous rétablissons cet alinéa, tel qu'il avait été traduit:

« Des garnisons devaient être laissées, sur leurs lignes de communication, à Ikrabat et Tandy, points organisés comme bases d'opérations: le premier devait recevoir une compagnie d'infanterie et une sotnia de cosaques avec deux obusiers de six livres, et le second, une compagnie d'infanterie et une demi-sotnia de cosaques, avec deux pièces de canon allégées. »

LES JOURNAUX RUSSES. — Voici quatre années écoulées, dit la Gazette (russe) de l'Académie, depuis que s'est opérée la réforme ecclésiastique, que le clergé a cessé d'être une classe isolée, que les paroisses ne sont plus transmises à titre héréditaire, comme c'était devenu l'habitude, et qu'on s'est proposé, en vue de mieux assurer l'existence du clergé, de diminuer le nombre des paroisses en incorporant les églises paroissiales indépendantes aux autres paroisses. Les résultats de la réforme obtenus pendant ces quatre années, depuis 1869, sont, au dire de la Gazette, les suivants: la diminution du nombre des paroisses se fait lentement; le clergé et les desservants des paroisses supprimées n'ont souffert pas tout à coup des privations; leurs familles seules auront des épaves à subir; depuis 1869 la réforme n'a été appliquée qu'à un seul diocèse et se prépare pour les autres; l'entretien du clergé est passé en partie à la charge des paroisses. Maintenir l'ancien nombre des paroisses et satisfaire aux

désirs de beaucoup de paroissiens n'est pas admissible en regard à l'insuffisance des moyens que le gouvernement destinait à cette fin, et qu'il est impossible d'augmenter. La feuille que nous citons indique les articles de M. Samarine publiés dans les Nouvelles contemporaines sur la transition de l'ancien régime de l'entretien du clergé au nouveau, ces articles méritant une attention particulière. En ce moment les établissements d'instruction du clergé sont entretenus aux frais des églises et le clergé aux frais du gouvernement. M. Samarine croit que l'inverse eût été plus rationnel et beaucoup plus d'accord avec les principes canoniques, c'est-à-dire que le clergé de chaque paroisse soit entretenu aux frais de l'église et les établissements d'instruction ecclésiastique aux frais du gouvernement. M. Samarine propose d'offrir à chaque église le droit de propriété sur toutes les sommes qui lui sont versées et de confier aux curatelles paroissiales la gestion de ces sommes, ainsi que le droit d'en disposer pour subvenir aux dépenses de l'église et de celles du clergé. Il conviendrait, suivant M. Samarine, de laisser aux paroisses le droit de proposer les candidats aux charges de l'Eglise. La Gazette de l'Académie croit de son côté que la mise en pratique des propositions de M. Samarine pourrait compléter d'une façon efficace la réforme ecclésiastique commencée.

La Bourse relève la défaveur de quelques articles de notre tarif douanier au point de vue du droit et des intérêts du commerce. Cette feuille dit que les malentendus qui surgissent dans l'interprétation des prescriptions du tarif, servant de base à la perception des droits pour les marchandises importées et exportées, sont du ressort de la juridiction civile; quant aux fraudes dans les déclarations et les ententes clandestines avec des employés des douanes, à l'exportation et à l'importation, elles doivent être nécessairement classées dans la catégorie des procès de la juridiction criminelle, et par conséquent les discussions des premiers de ces cas et les accusations dans les seconds devraient avoir lieu publiquement et verbalement, avec admission des preuves et arguments de chacune des parties. Cependant ces sortes de questions sont examinées et tranchées par l'administration, au ministère des finances, sur la demande des négociants et les rapports des douanes.

Les opinions des autorités douanières au sujet des droits et impôts demeurent un secret. Le tarif reste inextinguible; les lois stipulant les amendes pour les erreurs de déclarations sont inexorables et parfois très-lourdes. La loi voit dans chaque irrégularité, voire même dans des erreurs évidentes, une fraude, et ne se fiant pas à l'intégrité de ses receveurs, élève à l'adresse de tout négociant le plus honorable

des soupçons de fraude. C'est dans cet esprit que se trouvent rédigés tous les articles stipulant des amendes, pour la déclaration irrégulière des marchandises. Suit un examen détaillé de ces articles.

Pour finir, la Bourse fait observer que les amendes pour les erreurs constatées dans les déclarations avaient été adoptées lors de la rédaction des statuts des douanes, probablement parce que lors de l'ancienne juridiction, dans les cours criminelles, les enquêtes au sujet des fraudes et des accords clandestins même établis absorbaient un temps infini et se prolongeaient souvent jusqu'à la mort de l'accusé, en offrant toujours à ce dernier la possibilité de se soustraire à l'accusation formelle en restant simplement sous le coup du soupçon. Aujourd'hui, en présence d'une justice publique exercée par des jurés, de la procédure orale et de la liberté de la presse, les chances d'acquiescement sont beaucoup diminuées pour les cas de fraudes et accords clandestins.

D'ailleurs, ces accords doivent forcément devenir de plus en plus rares en présence de la prime que la loi accorde pour les différences constatées par les employés des douanes.

La Gazette de Moscou discute la question de l'instruction au point de vue des titres à certains privilèges auxquelles elle doit donner lieu pour le service dans l'armée à la suite de la réforme militaire. L'opinion de la feuille de Moscou est que, tant au point de vue des intérêts de ce service qu'à celui de l'instruction nationale, il importe d'admettre deux privilèges principaux: l'un pour les hommes sachant lire et écrire appelés au service par le tirage au sort, et l'autre pour les volontaires, jeunes gens ayant terminé le cours de six ans d'études dans les gymnases ou écoles professionnelles.

Il conviendrait d'accorder aux premiers le privilège de ne rester que trois ans sous les drapeaux, ce qui correspondrait au terme du service obligatoire général institué dans les pays voisins. Les derniers devraient avoir le droit de n'y rester qu'une année, ce qui serait également conforme au régime prussien et allemand en général. Un privilège notable pour les hommes sachant lire et écrire ne saurait rester sans encourager le développement de l'instruction dans le peuple, ce qui à son tour concourrait à l'amélioration rapide de la composition de notre armée. Les défenseurs du projet contraire soutiennent qu'une réduction du temps de service pour les hommes sachant lire et écrire serait préjudiciable pour l'armée, qui a besoin d'hommes instruits. Voici leur raisonnement: plus sera court le temps de service pour les hommes sachant lire et écrire, comparativement à celui des illettrés, moins il restera des premiers dans l'armée. Mais en raisonnant de la sorte, on objecte la feuille moscovite, il n'y a qu'un pas pour réclamer au nom des intérêts de l'armée une prolongation du temps de service pour les hommes instruits. Et dire que ceux qui raisonnent ainsi se font passer pour protecteurs de l'instruction et accusent leurs adversaires d'obscurantisme!

Quels que soient les moyens auxquels on a recours pour augmenter dans l'armée le nombre des hommes instruits, nous ne rendrons pas l'armée instruite, dit la Gazette, du moment que le peuple d'où elle est issue ne sera pas lui-même instruit. Le privilège en faveur des hommes sachant lire et écrire est commandé, non-seulement par l'équité mais aussi par les intérêts de l'instruction nationale, et dans la même mesure par ceux de l'armée.

Les défenseurs du projet opposé, nous disant par les besoins de l'instruction supérieure, disent: accorder un privilège pour un cours de six ans au gymnase équivalant à vouloir restreindre le nombre des étudiants de l'université. Ils soutiennent que les jeunes gens, une fois en possession de l'exemption relative, n'auront plus de stimulant pour continuer leurs études, et qu'ainsi les auditoires universitaires resteraient vides; mais en même temps ces mêmes personnes recommandent d'accorder le privilège du volontariat aux jeunes gens ayant terminé quatre classes de gymnase, de façon que, après deux autres années passées dans une école de porte-enseigne, — en tout donc après six ans d'études, — ils puissent devenir officiers et recevoir des grades militaires. Si ce projet avait sérieusement en vue le sort de la science, et si réellement l'exemption au bout de six ans d'études au gymnase était de nature à restreindre le nombre des étudiants des universités, on n'aurait pu d'aucune façon arriver à l'idée d'offrir un tel appât aux élèves de la quatrième classe des gymnases.

Mais — dit notre confrère — à la vérité personne ne craint sérieusement le vide des auditoires universitaires et on comprend fort bien ce qu'il y a de péril dans ces appréhensions. A en croire la Gazette de Moscou, dont on connaît l'ardeur des qu'il s'agit de défendre les études classiques et qui se laisse peut-être entraîner à voir des pièges là où personne n'a songé à en poser, — s'il y a des personnes qui ne veulent pas admettre au service d'un an les élèves ayant fréquenté six classes d'un gymnase, ces personnes plaideraient, non point la cause des universités, mais espéreraient, au contraire, que la répartition des privilèges militaires, telle que la prévoit le projet, bouleverserait le système d'instruction universitaire basé sur les études de gymnase, et nuirait à la récente réforme des établissements d'instruction, qui leur déplaît. Ce qui porte notre confrère à le penser, c'est que, à l'en croire, ce sont là les mêmes partis, les mêmes organes et feuillets qui, il y a deux ans, cherchaient à

embrouiller les questions suggérées par la réforme de l'instruction publique. Ils n'ont pourtant pas réussi à empêcher qu'elle s'accomplisse, ni à l'engager sur une fausse voie; ils espéreraient néanmoins et quand même atteindre leur but et seraient certains que le projet en discussion, une fois mis en vigueur sans modifications, ébranlerait le système de l'instruction, sanctionné naguère par voie législative.

La Voix s'occupe également de la réforme militaire, mais c'est pour examiner les ressources de la richesse nationale pour ce qui concerne les chevaux et elle trouve que pour conserver ces ressources telles que : haras de l'Etat ou particuliers « haras sauvages » ou 20 à 30 juments destinées à la reproduction se promenant toute l'année au pâturage avec l'étalon et le poulain) et enfin l'élevage nationale de la race chevaline, — il est indispensable que les exemptions suivantes soient admises pour les chevaux : 1^o devraient être exemptés de l'obligation au service militaire tous les haras appartenant à l'Etat et aux particuliers, avec un nombre de reproducteurs déterminé d'avance pour chacun, en comptant un étalon pour 10 juments et 1 étalon de réserve sur 5 étalons; 2^o dans les « haras sauvages » seraient exemptés : les juments destinées à la reproduction et un étalon pour 20 juments, plus 1 étalon de réserve pour 10 étalons; 3^o pour soutenir l'élevage des chevaux l'exemption devrait être accordée aux juments pleines, aux juments allaitant des poulains, aux étalons reproducteurs dans chaque commune, sous réserve qu'ils se trouvent dans les conditions voulues et de nature à pouvoir améliorer la race locale; aux étalons et juments de haut prix, lesquels, bien que non reproducteurs, encore, promettent de le devenir, et enfin aux étalons des haras de l'Etat.

combant aux propriétés de chevaux, tels qu'ils sont commandés par les intérêts de la défense du pays, trouve les moyens de préserver les petites propriétés de paysans d'une ruine éventuelle.

Les travaux de la commission de la Société d'encouragement relatifs aux études des voies commerciales de la Russie avec l'Asie sont terminés, au dire de la *Gazette* (russe) de l'Académie, et le rapport de la commission à ce sujet a été communiqué à la Société dans sa séance du 2 mai. Les résultats de ces travaux devront servir de bases à la discussion qui aura lieu dans une des prochaines assemblées générales de la Société; celle-ci, à son tour, devra décider quel sera l'objet de la demande à adresser au gouvernement et l'époque à laquelle elle devra être formulée: c'est-à-dire, ou bien immédiatement, ou bien après que les résultats de l'expédition de Khiva se seront dessinés.

Afin de rendre plus commode et plus systématique l'étude des nombreuses voies qui conduisent de la Russie au marché gigantesque de l'Asie centrale, la commission les a divisées en trois groupes, correspondant aux trois débouchés principaux de notre commerce asiatique, c'est-à-dire les groupes: transcaspien, persan, du Turkestan ou de l'Asie centrale, et enfin de la Chine. En ce qui concerne le premier de ces débouchés, la commission croit urgent au plus haut degré de construire immédiatement, sans attendre la prolongation du chemin de Vladikavkaz à Tiflis à travers le massif principal du Caucase, l'embranchement de Prokhladna à Pétrovsk, d'un parcours de 287 verstes, et de le prolonger ensuite jusqu'à Bakou (340 v.); étendre en second lieu la ligne de Poti-Tiflis jusqu'à Bakou, mais à la condition que ce prolongement soit effectué après que ce port aura été relié par un chemin de fer sans interruption avec Moscou.

Quant à la prohibition du transit à travers le Transcaspien, la commission ne la trouve pas indispensable, mais en même temps elle réserve ses conclusions définitives à ce sujet jusqu'à ce que la Société d'encouragement ait reçu communication des résultats d'études faites en ce moment par une commission spéciale sur cette question du transit. Quant au chemin d'Enzeli-Bouchirsk et à celui de Soutari-Tauris-Théran, la commission les considère pour ce moment comme fort préjudiciables aux intérêts russes, et ne croit possible d'éviter leur action pernicieuse qu'autant que la ville de Bakou aura été sans retard comprise dans le réseau des chemins russes et reliée avec Enzeli. Enfin la commission signale l'urgence de l'approfondissement du canal du Volga à ses embouchures.

NOUVELLES DE L'EXTÉRIEUR.

La crise financière qui a éclaté à Vienne, il y a une dizaine de jours, est loin d'être conjurée. La mesure même prise par le gouvernement, obligeant la Banque nationale à augmenter sa circulation, n'a pu sauver de la déconfiture quatre grands établissements de crédit particuliers et il n'est pas dit que le mal doive s'arrêter là. Dans le courant de la semaine dernière la baisse a envahi les Bourses de l'Allemagne, qui ont cependant su tenir tête à l'orage et supporter la boursas sans trop s'en ressentir. Encore un coup: il n'y a, selon nous, absolument aucun mal à ce que ces crises se produisent; elles sont salutaires aussi bien pour ceux qui seraient tentés de se jeter dans la voie des folles entreprises que pour les sociétés en général. Les gens honnêtes mais naïfs qui assistent bouche bée, souvent indignés, à ces rapides éclosions de richesses, ont besoin d'apprendre que ce subit enrichissement a ses grands risques et qu'à le tenter on court la chance de se meurtrir d'une façon incurable. Nous vivons à une époque fort amie du laisser faire et nulle part cette doctrine n'est autant prônée que dans le monde de la Bourse... aux jours de prospérité.

La législation s'étant montrée à peu près universellement impuissante à réagir contre l'entraînement de la spéculation, cette doctrine reste en effet la seule à pratiquer, mais c'est à la condition que les agitateurs en acceptent toutes les conséquences et ne viendront pas réclamer le secours de l'Etat lorsque leurs folies les auront amenés au bord du gouffre qui doit les engloutir, eux et leurs fictives créations.

Si cette logique avait prévalu à Vienne, la crise serait fort probablement terminée. Certes le nombre des victimes serait plus considérable qu'il ne l'est en ce moment; mais aussi l'horizon se serait éclairci, l'air se trouverait purifié, les finances publiques ne seraient pas compromises et la morale, qui vaut bien aussi qu'on s'en occupe, aurait eu un moment de satisfaction. Au lieu de cela l'intervention de la Banque nationale a fait naître des contestations dont il ne sera pas facile de sortir et qui menacent de compliquer les embarras des pouvoirs dans la monarchie.

Ainsi que le télégraphe nous l'apprenait l'autre jour, le ministre hongrois, consulté, a adhéré à la suspension des statuts de la Banque nationale autrichienne pour permettre à celle-ci d'augmenter son émission. Cette adhésion a donné lieu mardi dernier à un incident des plus curieux à la Chambre des Députés de Pesth. Un membre de l'extrême gauche, M. Iranyi, a interpellé le ministre sur la nature de cette adhésion et sur ses conséquences. Le débat qui s'est engagé alors a été à peu près le même que celui qui avait eu lieu la veille dans une petite réunion de députés et d'hommes d'affaires convoquée par le ministre des finances. Dans l'un comme dans l'autre cas l'opposition a soutenu: 1° que le commerce et l'industrie ne se trouvant pas atteints, et que la spéculation boursicottière étant seule prise dans ses propres filets, il ne convenait pas que l'Etat, pour l'en tirer, autorisât la Banque à ébranler le crédit public et à reculer le moment où les paiements en espèces pourraient être repris; 2° que, d'ailleurs, la Hongrie n'ayant jamais reconnu la légalité du privilège dont la Banque nationale de Vienne est investie, il n'était pas opportun en aucun cas que son gouvernement, par l'adhésion qu'on lui demande, reconnût implicitement la validité de ce privilège.

M. de Kerkapolyi, ministre des finances, a fait valoir, quant au second point, un article de l'arrangement de 1867, portant que toute société par actions concessionnée dans l'une des moitiés de la monarchie, pour pouvoir fonctionner dans l'autre moitié, doit y faire approuver ses statuts, et qu'en vertu de cette disposition la Banque Nationale de Vienne, pour modifier ses statuts, a cru devoir solliciter l'adhésion du ministre hongrois; que celui-ci, d'ailleurs, s'est borné à déclarer n'avoir rien à objecter contre l'autorisation donnée par le cabinet cisleithan, seul maître de ses résolutions et seul à même de savoir si la mesure est ou non réclamée par la situation, et que, quant à la question de principe, elle n'est en rien préjudiciable par le consentement réclamé au gouvernement et accordé par lui. Le ministre ayant demandé une vote immédiat à la Chambre, celle-ci a donné son approbation, mais à une majorité telle que le vote équivalait à une défaite. Sur plus de quatre cents membres 208 seulement ont pris part au vote et l'ordre du jour demandé par M. de Kerkapolyi a été accepté par 108 voix contre 100.

Nous le disions en commençant: le palliatif n'a pas suffi; la panacée n'est pas d'une vertu curative absolue. Il faut aux spéculateurs autrichiens, et autres, se résigner à deux choses auxquelles on ne se soumet généralement pas sans mordre le frein: 1° Il leur faut accepter les pertes déjà subies et en supporter de nouvelles encore sur des richesses factices qu'on croyait acquises et en si belle voie d'accroissement; il faut, pour un certain temps du moins, abandonner l'idée de fonder de nouvelles entreprises et ne se consacrer, pour celles déjà existantes, qu'à consolider les unes et à liquider les autres. Quant à recommander de songer aux milliers de familles qu'ils ont entraînés dans la misère et qui auraient peut-être droit à quelque sollicitude de la part des fondateurs, ce serait peine perdue.

On connaît à peu près—et nous l'avons déjà indiqué—le résultat total des élections d'Espagne. Dès le premier jour c'étaient les partisans du fédéralisme qui réunissaient une écrasante majorité.

Maintenant quelle est la signification de cette majorité acquise aux «fédéraux»? Leur programme est-il partout celui de Barcelonais, que nous reproduisons plus loin? Voilà ce qu'il importerait de savoir et ce que nous ignorons encore. Singulier pays, où, depuis le maréchal Narvaez jusqu'à M. Castelar, tout gouvernement fait sortir une majorité des élections nationales! Y a-t-il eu pression ou abstention? Et le second ne présuppose-t-elle pas la première?

La victoire électorale du parti gouvernemental ne l'a pas empêché de découvrir dès le lendemain à Madrid même une conspiration carliste. Des visites domiciliaires auraient amené l'arrestation de trois des conspirateurs. De plus on annonce que des armes provenant des législatifs français et destinées aux carlistes espagnols ont été débarquées à Lequeito. M. Sagasta a quitté Madrid.

La Chambre des Lords d'Angleterre a voté mardi dernier en seconde lecture le bill abolissant les tests à l'université de Dublin.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.
Versailles, vendredi 10 mai, au soir.

On assure que M. Casimir Périer a été appelé par M. Thiers.

Les journaux conservateurs disent que toutes les fractions de la droite sont d'accord sur la conduite à suivre et notamment sur le point que la base du débat doit être, non la question de république ou monarchie, mais la nécessité d'inaugurer une politique résolument conservatrice.

Une interpellation de la droite demandera, dit-on, la nomination d'un cabinet homogène responsable.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

Le Parlement de l'empire s'est occupé dans sa séance de mercredi, 14 mai, d'une question qui avait déjà fait l'objet de ses délibérations l'année dernière et qu'il a de nouveau résolue dans le même sens. Nous voulons parler de la motion Büsing demandant que tous les Etats de l'Allemagne sans exception aucune soient dotés du régime constitutionnel.

On sait que la question posée ainsi en termes généraux ne s'applique particulièrement qu'à deux pays, les grands-duchés de Mecklembourg, où il n'existe pas de représentation nationale proprement dite, et la principauté de Lippe, où, malgré les efforts de M. de Flottwell, les démêlés entre la Diète et le prince régnant ont abouti à une suspension virtuelle du régime constitutionnel.

Tout comme dans la précédente session, M. Büsing, appuyé par l'immense majorité du Parlement, a longuement exposé la situation actuelle du Mecklembourg, l'avortement de la réforme politique tentée l'année dernière et la nécessité de mettre un terme à cet état de choses au moyen d'une loi obligeant formellement tous les Etats confédérés à posséder un système parlementaire avec représentation élue.

C'est aussi de nouveau M. de Flottwell, plénipotentiaire mecklembourgeois au conseil fédéral, qui a combattu la motion Büsing, sans parvenir à convaincre le Parlement.

Aussi, à l'appel nominal la motion a-t-elle été votée par 174 voix contre 62.

La question de la principauté de Lippe a été soulevée incidemment par M. HAUSMANN, qui, au cours des débats sur la motion Büsing, a décrit avec une ironie peu-être un peu triviale la situation de sa patrie.

M. de Flottwell, ministre de Lippe et membre du conseil fédéral, a relevé d'une manière très acerbe le ton dédaigneux du plénipotentiaire à l'égard de M. Hausmann — le manque de courage dont il faisait preuve en se mettant à la remorque de M. Büsing pour introduire subrepticement la question de Lippe dans les débats sur celle du Mecklembourg.

Cette sortie a donné lieu à l'incident suivant: M. SIMON, président du Parlement. Si un

député s'était permis de pareilles expressions, je l'aurais rappelé à l'ordre.

M. de Flottwell. Je les retire.
M. de HOFMEIER. Je constate avec regret que M. le président renonce à son droit de faire valoir son autorité disciplinaire à l'égard des membres du conseil fédéral.
M. SIMON. Je n'ai accepté la position honorable de président qu'à la condition de pouvoir exercer mes fonctions selon mon honnête conviction, et je quitterais plutôt mon poste que de subir des prescriptions quelconques. Selon moi, ce sont uniquement ceux qui prennent part à l'élection du président qui sont soumis à son pouvoir disciplinaire. Tel est le cas en Prusse, où les ministres sont en même temps députés. Mais, d'après la Constitution de l'empire d'Allemagne, il n'est pas possible d'être en même temps plénipotentiaire au conseil fédéral et membre du Parlement; par conséquent, dans un cas comme celui-ci, il ne me reste qu'à exprimer à l'égard d'un conseiller fédéral la même pensée qu'à l'égard d'un député, mais sous une autre forme. (Applaudissements à droite.)

La discussion a dégénéré ensuite en récriminations personnelles entre MM. HERZ et HOFMEIER d'un côté, et M. de Flottwell de l'autre, puis la séance a été levée.

Le *Reichsanzeiger* annonce que, suivant les dispositions prises jusqu'à présent, S. M. l'empereur Guillaume partira le 29 mai pour Vienne et y passera une huitaine de jours. (Celle nouvelle est en contradiction avec notre dépêche d'hier, annonçant que S. M. l'empereur d'Allemagne ne viendrait à Vienne qu'après S. M. l'empereur de Russie, dont la venue est attendue pour le 1^{er} juin n. st.)

La *Kreuz-Zeitung* croit savoir que Sa Majesté se rendra ensuite à Eins.

— On lit dans la *Provincial Correspondenz* de Merode dernier :

« Notre prince impérial, qui, avec son auguste épouse, est constamment l'objet à la cour de Vienne des témoignages d'attention les plus honorables, a prolongé son séjour dans cette capitale au-delà du terme fixé d'abord et y restera probablement jusqu'à la dernière semaine de mai. »

— Le manifeste électorale du parti national-libéral fait naturellement l'objet de beaucoup de commentaires dans la presse allemande. Les organes officiels, conservateurs modérés et les feuilles progressistes lui font généralement bon accueil, ce qui, par la nature même des choses, ne peut point être le cas de la part des journaux ultra-conservateurs, cléricaux ou socialistes, abstraction faite des feuilles polonoises.

La *National-Zeitung*, organe du parti national-libéral, répond comme suit à l'ensemble des appréciations de ses confrères :

« Le manifeste électorale du parti national-libéral, dit-elle, est qualifié de « bien national-libéral » par la presse démocratique. Nous ne pouvons demander aucun meilleur éloge. Plusieurs journaux officiels louent le manifeste: nous en sommes également satisfaits. Nous croyons effectivement que le manifeste répond à notre véritable situation politique. Il est avare de cette monnaie courante des mots à effet, qui sont cotés très-haut à l'heure actuelle. Il se tient dans les considérations générales, comme il convient à une époque qui suit de grands événements et comme on devait l'attendre d'un parti qui est un « parti moyen », riche lui-même en nuances au point de vue politique, ecclésiastique et économique. »

« De même, le manifeste ne s'inspire point d'une opposition de principe contre le gouvernement et se conforme par là à la conviction de la grande majorité du pays, vu que ni les personnes des ministres actuels, ni leurs mesures ne pourraient justifier une pareille opposition de principe. »

« Il est indéniable que dans les deux dernières périodes électorales notre développement politique est devenu plus libre et plus rationnel, le gouvernement plus loyal; que le droit budgétaire de la représentation nationale a été mieux respecté; que l'influence parlementaire en général a grandi, et enfin que notre situation en Europe est plus brillante qu'elle ne l'avait jamais été. »

« Dans ces conditions, il est évident que la lutte électorale doit perdre de son intérêt et que le parti libéral n'a pas de raison de combattre le gouvernement comme un ennemi. D'un autre côté, il ne peut pas être question non plus qu'aux prochaines élections le parti libéral s'identifie avec le gouvernement. Plus ce dernier s'attache à ne pas être un gouvernement de parti, plus nous revendiquons pour notre parti l'indépendance la plus complète. »

« Tout épris que nous soyons à reconnaître les mérites du gouvernement, nous n'en croyons pas moins nécessaire qu'il soit soumis à un contrôle parlementaire franchement exercé, qu'il soit constamment poussé à faire régner la loi seule, à affranchir le droit national de cet arbitraire administratif qui n'est encore que trop méconnu, et à faire prévaloir dans la vie politique ces légitimes exigences formulées d'ordinaire sous le terme souvent employé « l'Etat du droit » (*Rechtsstaat*). »

« Pour remplir ce programme, nous devons attacher une grande valeur à maintenir notre position comme parti, même en opposition contre le gouvernement et les candidats patronnés par lui, et à agir autant que possible d'accord avec le parti progressiste parlementaire qui, depuis sa plus récente évolution, est maintenant le plus rapproché de nous, bien que nous ayons aussi conscience de ce que le contraste entre libéral et conservateur n'est pas aussi vif que jadis, et que, loin de s'excommunier, ces deux partis se sont grandement pénétrés mutuellement. »

« En conclusion, si le parti libéral s'efforce de faire arriver ses partisans en aussi grand nombre que possible dans les Parlements d'Allemagne et de Prusse, l'attitude du gouvernement lui permettra aussi, dans les circonstances, d'une manière indubitable pour les candidats du gouvernement, de voter pour ces derniers lorsqu'il s'agira d'évincer des candidats du parti qui aspire à soumettre l'Etat allemand à une souveraineté étrangère, soit d'une caste en pleine dissolution, en un mot des castes ultramontaines, féodales, polonoises, socialistes ou de ce qu'on appelle le « parti populaire » (*Volkspartei*). »

PRUSSE. — Les deux Chambres prussiennes ont tenu séance le 14 mai, — aussi bien que le Parlement de l'empire, comme on vient de le voir.

À la Chambre des Seigneurs, où il ne se trouvait que 30 membres présents, le président a d'abord donné lecture de la communication du comte de Roon notifiant la retraite du comte d'Itzenplitz et la nomination de M. de Achenbach au poste de ministre du commerce, de l'industrie et des travaux publics et de directeur de la Banque de Prusse, puis la Chambre, sur la proposition du comte MYCIELSKY, a rayé de son ordre du jour le projet de loi sur la langue officielle de l'administration, afin d'assurer le terme légal de trois jours qui doit s'écouler entre la distribution du rapport et la discussion en première lecture. L'assemblée a voté ensuite sans débats, les lois concernant l'impôt sur les héritages, la réforme des impôts,

la réforme cadastrale et autres questions d'intérêt local.

La séance de la Chambre des Députés, qui n'a duré qu'une heure et demie, a été dépourvue de tout intérêt général. Le président a aussi notifié à l'assemblée la démission de M. d'Itzenplitz et la nomination de M. d'Achenbach.

Dans la séance du lendemain, 15, de la seconde Chambre, on a ouvert la discussion sur la loi des chemins de fer et l'emprunt de 120 millions pour l'extension et l'amélioration du réseau ferré.

M. LE D^U ACHENBACH a prononcé son *maiden-speech* comme ministre du commerce et des travaux publics.

« Je ne puis ni ne veux, a-t-il dit, proclamer un programme de ma politique en matière de chemins de fer avant que les résultats de la commission spéciale d'enquête n'aient été publiés. Alors je me présenterai devant le pays, non pas avec des discours, mais avec des projets de loi nettement formulés. Néanmoins je puis déclarer dès à présent que je ne suis point partisan de l'idée de concentrer dans une seule main tout le régime des concessions de chemins de fer (Applaudissements). La question de construction par l'Etat ou de construction privée n'est pas de celles auxquelles on puisse répondre d'emblée soit affirmativement soit négativement; l'opinion publique penche pour la construction par l'Etat, mais l'Etat n'est pas toujours dans une situation financière aussi favorable qu'il l'est actuellement, et il ne le sera pas à l'avenir (Marques d'adhésion). Je n'ai point pris part à l'élaboration du projet de loi sur l'emprunt de 120 millions, mais je n'en assume pas moins la responsabilité devant le pays. Selon ma conviction, cet emprunt est non-seulement nécessaire mais urgent, et un ajournement même d'une seule année porterait préjudice à de graves intérêts du pays. »

Le nouveau ministre a conclu en donnant l'assurance qu'il ne s'est chargé du poste difficile de ministre du commerce, de l'industrie et des travaux publics, qu'en comptant avec confiance sur la coopération constante des Chambres et sur la bonne intelligence avec les représentants du pays. (Applaudissements.)

Nous reviendrons sur cette séance, s'il y a lieu, car nous ne connaissons les détails qu'on vient de lire que par un télégramme de Berlin de la *Koenigsberger Zeitung*.

Voici en quels termes la *Provincial Correspondenz* parle de la démission du comte d'Itzenplitz :

« Le ministre du commerce, comte d'Itzenplitz, a vu maintes fois sa demande de démission agréée par S. M. l'empereur et roi. Ce ministre, entré en 1862 au département de l'Agriculture, puis à celui du commerce, à la fin de la même année, avait déjà manifesté plus d'une fois le désir de quitter le poste qu'il occupait au ministère, laquelle dans les circonstances actuelles, exige une force fraîche et entière. Mais de graves et multiples incriminations ayant été élevées ces derniers temps contre son administration, il avait considéré comme un devoir d'honneur de conserver ses fonctions jusqu'à la commission spéciale d'enquête. Les travaux de cette commission ayant été clos, le ministre aura pu considérer son but comme atteint par le résultat de ces travaux. Sa demande de démission renouvelée vient d'être acceptée par le roi avec l'expression de la vive reconnaissance de Sa Majesté pour les longs services rendus par le ministre dans des temps difficiles. »

— La *Provincial Correspondenz*, elle aussi, publie, sous le titre de : « Après la lutte parlementaire », un article rétrospectif sur les lois politico-religieuses qui viennent de recevoir la sanction royale.

Comme la *National-Zeitung*, la feuille semi-officielle fait ressortir l'innanité des objections que ces lois toucheraient au domaine spirituel de l'Eglise et empêcheraient l'Eglise de remplir ce qui doit être sa mission exclusive: la proclamation des vérités du salut et l'administration des sacrements. Puis, pour établir un pronostic sur l'attitude qu'elle s'attend à voir prendre au haut clergé, elle relève le passage du mandement de Fulda où les évêques prussiens déclarent « qu'ils continueront à remplir avec une fidélité et une conscience inébranlables leurs devoirs envers l'autorité civile, la société et la patrie » — pour exprimer l'espoir que l'épiscopat exposera clairement au clergé et aux diocésains quelles sont dorénavant les conditions que les nouvelles lois tracent à l'Eglise pour la solution de la tâche qui lui incombe.

« Plus les évêques persévéreront dans cet esprit, dit la *Provincial Correspondenz* en exclamation, plus ils pourront être persuadés qu'ils remplissent en vérité leurs devoirs de pasteurs spirituels, et plus ils pourront compter, en vue de l'accomplissement de leur sublime mission morale, sur cet appui plein et entier de l'Etat que les souverains de la Prusse leur ont toujours accordé avec empressement. »

Breslau, 15 mai. — Le chanoine Richtofen publie dans les journaux de notre ville une déclaration concernant l'infailibilité du pape et par laquelle il confesse ne pouvoir reconnaître ni le concile du Vatican comme un concile ecclésiastique libre ni les décisions prises par lui comme des révélations du Saint-Esprit: en conséquence, le chanoine Richtofen retire sa déclaration de soumission aux décrets du concile, qu'il avait fait précédemment sous la pression des circonstances.

Autriche-Hongrie.

LL. AA. RR. le prince de Galles et la princesse Artlur d'Angleterre ont regagné Pesth l'accueil le plus sympathique. Voici quel était le programme des solennités pour la journée du 13 mai: visite à l'Académie des sciences; courses de chevaux; revue des pompiers; grand dîner, puis bal, au casino.

Les princes ont dû quitter Pesth le lendemain.

L'assemblée des députés galiciens tenue dernièrement à Léopol a institué, outre le comité électoral de neuf membres polonais, pour la Galicie occidentale, un autre comité pour les Ruthènes de la partie orientale de cette province, composé de 11 membres, dont 6 députés.

— La *Neue freie Presse* fait aux grands financiers viennois le reproche de « vil égoïsme » vis-à-vis des industriels et commerçants, dans la détresse financière actuelle, et croit que ce n'est que l'intervention des grands financiers et des premières banques qui pourrait ramener la Bourse en désarroi à son état normal.

« Ils disposent de moyens, s'écrit la feuille en question, qui permettraient de reprendre le travail honnête, qui malheureusement est entravé tout aussi bien que les spéculations véreuses. Ils peuvent, s'ils le veulent, relever le crédit détruit de notre Bourse, le crédit menacé de l'empire. Et dans une telle situation, c'est un devoir de le faire. Là où le crédit, le crédit moral et politique, aussi bien que le crédit financier, est en jeu, personne n'a le droit d'assister impassible au danger, d'enfermer ses richesses au lieu de les employer, — ce qui se peut sans danger, et de ne pas venir au se-

cours de l'honneur, du bien-être menacé de la population. »

— M^r Rauscher, cardinal-archevêque de Vienne, a envoyé une somme de 3,000 francs à l'évêque Lachat, au profit des ecclésiastiques souffrants déshérités par les gouvernements catoliques. Cet envoi était accompagné d'une lettre de sympathie et d'adhésion.

NOUVELLES DE L'EXPOSITION. — Au pavillon du ministère de l'Agriculture se trouve une exposition qui n'avait pas encore en sa pareille au monde: c'est une exposition de cent quatre-vingts appareils à labourer la terre depuis la bêche de l'âge de pierre et l'ancienne charrue des Egyptiens jusqu'à la charrue anglaise moderne.

Dans le nombre figure aussi la charrue historique de l'empereur Joseph II.

France.

Dans l'article suivant de M. Leroy-Beaulieu, le *Journal des Débats* s'occupe de la crise financière qui sévit en ce moment dans plusieurs pays. Nous citons ses appréciations, sans nous les approprier toutes :

L'Europe traverse actuellement une crise financière des plus curieuses et dont jusqu'ici n'a pas souffert le pays qui semblait devoir y être exposé plus qu'aucun autre, la France. On nous prend 5 milliards, dont le départ ne paraît pas nous affecter outre mesure, et le pays où vont ces 5 milliards tombe dans le plus grand désarroi financier. Le taux de l'escompte est chez nous plus bas qu'à Berlin où se rendent nos tonnes d'or. De l'autre côté du Rhin, sur toutes les places financières, les paniques se succèdent et s'aggravent à chaque heure. Chez nous, au contraire, malgré les incertitudes politiques qui se joignent à nos charges fiscales, le marché montre une certaine résistance, et s'il ne tient pas complètement ferme, ne va pas du moins à la débandade.

C'est assurément un événement remarquable que ce catatisme dont la Bourse de Vienne a été la victime le jour même de l'ouverture de la grande exposition internationale. On calcule que depuis six semaines la dépréciation des cours à la Bourse de Vienne représente une perte d'environ 150 millions de florins. Depuis les élections du 27 avril, la dépréciation des cours à la Bourse de Paris représenterait une somme bien plus forte encore, et cependant nous ne perdons pas complètement l'esprit, comme les Viennois, quoique notre avenir soit singulièrement plus obscur que le leur. D'où vient que l'orage nous entoure de toutes parts, que toutes les banques du continent haussent leur escompte, que la Banque d'Angleterre, en trois jours, fasse deux élévations qui seront peut-être suivies d'une troisième, et que nous soyons relativement moins affectés que nos voisins?

A cette situation, en apparence si anormale, il y a des causes générales et des causes spéciales. Une cause générale, c'est que nos voisins d'outre-Rhin n'ont pu se préserver de ce fléau des vauquens, l'enivrement. Leurs victoires et la perspective de nos milliards les ont grisés; les chances inouïes de la dernière guerre avaient déjà développé chez eux le goût des aventures, la foi en leur fortune et l'amour du hasard. Ils ont cru que les lois habituelles du monde, qui rendent le succès lent et qui ne le donnent pour prix qu'aux longs et patients efforts, n'existaient plus pour eux. Du haut en bas de la société allemande, chacun a fait un rêve plein d'or, et a voulu le réaliser en quelques instants. Aussi, que d'entreprises ont surgi! que de sociétés de banque, de mines, de chemins de fer, de constructions sont écloses depuis 1871! C'était une fourmilière d'hommes à projets qui rencontraient partout des adhérents. Par une de ces pratiques excessives d'une spéculation insensée, les actions de beaucoup de ces sociétés sans avenir étaient émises à prime. Elles trouvaient toutes preneurs. Depuis Law et la Compagnie du Mississippi en France, on depuis la Compagnie de la mer du Sud en Angleterre, on n'avait jamais vu pareil dévergondage d'entreprises.

On cite le cas d'une maison de Berlin qui en quatre mois a été vendue aux prix suivants: 20,000 thalers, puis 27,000, 36,000 et enfin 60,000 thalers, tombant en dernier lieu aux mains d'une société anonyme qui aura sans doute à la revendre elle-même dans le courant de l'année. C'était ainsi qu'on agissait jadis rue Quincampoix sous le Régent.

Ce qui a contribué encore à développer l'esprit de spéculation, c'est le régime du papier-monnaie auquel est actuellement soumise la plus grande partie du monde civilisé. Les Etats-Unis, l'Amérique, la France, l'Italie, l'Autriche, la Russie, n'ont plus aujourd'hui qu'une monnaie de papier. Cette monnaie se comporte diversement dans les diverses contrées, suivant les circonstances locales, les ressources métalliques et le tempérament de chaque peuple. Mais il est de l'essence du papier-monnaie, par les facilités qu'il procure, de pousser à la spéculation et à l'agiotage. En France, nous avons été jusqu'ici préservés de ce désordre mental, parce que nos grands emprunts et la réparation des dommages causés aux usines ou aux propriétés absorbaient la presque totalité des ressources disponibles: il n'y avait aucune place pour des entreprises nouvelles. Mais à l'étranger il n'en était pas ainsi, les émissions des banques y ont pris des proportions inouïes, et les entreprises s'y sont multipliées sans aucune relation avec les ressources disponibles.

Chose curieuse! nos 5 milliards, sur lesquels on comptait en Allemagne pour liquider paisiblement toutes ces affaires, n'ont contribué qu'à hâter la débâcle. On a observé que le premier effet de chacun de nos paiements était d'élever l'intérêt en Allemagne et d'y produire un certain trouble. Si étrange que paraisse ce phénomène, il est constant, et il s'explique assez facilement. La plus grande partie de chacun de nos paiements est effectuée en traites et en lettres de change sur l'Allemagne. Or, quand ces effets arrivent à échéance, le montant en est retiré des maisons de banque allemandes pour être versé au gouvernement prussien, qui le conserve avec le plus grand soin et pendant longtemps. Le gouvernement allemand n'a pas de compte courant dans une banque; il rentre donc dans la catégorie des classes qui n'ont pas des rapports journaliers avec les banques, et par conséquent tout paiement considérable fait par les banques dans ces conditions tend à diminuer les fonds disponibles sur le marché allemand, et rend la monnaie plus chère. Voilà l'explication de cette étrange anomalie qui fait que l'argent devient plus rare là même où on le verse en plus grande abondance. C'est ainsi que s'explique un homme fort compétent en ces matières, M. Clément Juglar, dans l'*Economiste français* du 10 mai.

Combien de temps durera cette crise et quand arrivera-t-elle à son paroxysme? Il est à craindre que ce désordre ne se prolonge encore longtemps. Nous trouvons dans le journal que nous venons de citer les tableaux des bilans hebdomadaires des trois mois, et le tableau des derniers bilans comparés aux bilans les plus remarquables des dernières années. Ces rapprochements ne sont pas rassurants. On

sait quelles sont les conditions singulièrement étroites où se sent la Banque d'Angleterre d'après l'acte de 1844. La réserve métallique et la réserve des billets n'ont cessé de diminuer depuis le 12 février 1872. A cette date, la réserve métallique était de 25 millions de livres sterling. Elle a décliné successivement à 24 millions 7 le 12 mars, à 23 millions 2 le 2 avril; depuis lors, à la suite d'une série de chutes hebdomadaires, elle s'est abaissée à 21,665,000 liv. st. Ainsi depuis trois mois la réserve métallique de la Banque d'Angleterre a décliné de plus de 3,300,000 liv. st. La réserve des billets a baissé dans une proportion encore plus considérable. Elle était de 14 millions 2 au 12 février; le 26 mars, elle ne montait plus qu'à 12 millions 6, le 9 avril, elle n'était qu'à 10 millions 5; depuis lors, par une série ininterrompue de chutes hebdomadaires elle est arrivée à 9,412,000 liv. st. elle a donc perdu depuis trois mois 4,800,000 liv. st. La circulation, au contraire, s'est accrue et a passé de 25 millions 2 au 12 février à 26 millions 3 au 7 mai. On ne peut donc s'étonner que la Banque d'Angleterre ait deux fois haussé le taux de l'escompte en trois jours. Puisse-t-elle en rester là!

La France jusqu'ici ne se ressent guère de ces secousses des marchés voisins. Les bilans de la Banque de France, depuis trois mois, suivent une marche précisément inverse de celle des bilans de la Banque d'Angleterre: c'est ainsi que depuis quatre mois l'encaisse n'a cessé d'augmenter et le portefeuille de diminuer. Ce double mouvement s'accomplit avec une régularité presque complète. L'encaisse, qui, au 2 janvier, était de 791 millions, monte, par étapes hebdomadaires, à 815 millions en chiffres ronds le 8 mai; le portefeuille, qui était de 1,119 millions au 2 janvier, fléchit à 921 millions le 8 mai. La circulation des billets éprouve aussi depuis trois mois un mouvement de recul. Au 30 janvier, elle était de 2,858 millions, le plus haut chiffre qu'elle ait atteint; le 8 mai, elle était descendue à 2,792 millions. On voit qu'il y a une opposition absolue entre les mouvements de la Banque d'Angleterre et les mouvements de la Banque de France depuis plusieurs mois. D'un autre côté, les versements sur l'emprunt montrent que nous sommes encore à l'abri de la panique qui afflige les pays voisins. On sait que le 26 mars, le total des sommes encaissées par le trésor sur le dernier emprunt s'élevait à 2,538 millions; le mois d'avril a produit environ 180 millions. Il ne reste donc plus à toucher sur l'emprunt que 780 millions environ.

Est-ce à dire que nous serons toujours à l'abri de la crise ou que nous l'éprouverons seulement un peu plus tard que les contrées voisines? Il y aurait un optimisme aveugle à croire que nous ne ressentirons jamais plus vivement qu'aujourd'hui le vide que laisseront derrière eux les 5 milliards. Il est à craindre que la secousse ne soit plutôt différée que définitivement écartée. Mais ce qu'il faut surtout redouter, c'est que les difficultés financières ne viennent se compliquer de difficultés politiques trop intenses et d'une panique sociale. Une partie de l'opinion publique semble croire malheureusement qu' aussitôt après l'évacuation du territoire nous pourrions sans danger nous permettre une foule de fantaisies. Il faut convenir que cette manière de penser est singulièrement imprudente et déraisonnable. C'est précisément au moment de l'évacuation du territoire et dans l'année qui la suivra que commenceront et que se feront sentir les vraies difficultés financières, de même que les vraies difficultés politiques. Si nous croyons être sortis de la crise le jour où le dernier Prussien aura quitté le sol de France, nous sommes aussi naïfs qu'imprévoyants.

M. le président de la république a assisté le 11 mai à la matinée musicale donnée chez la duchesse de Galliera, qui ouvrait ses salons à la société parisienne.

Le soir, M. Thiers a dîné chez le prince Orlov, ambassadeur de Russie, avec M^{rs} Thiers, M^{rs} Desne, M. Barthélemy Saint-Hilaire, M. et M^{rs} de Rémusat, M. de Goulard, M. et M^{rs} de Ladmiraux, M. le général de Cissey, ministre de la guerre; M. Calmon, préfet de la Seine; M. Renault, préfet de police; M^{rs} Potthau et Kamail Potthau; M. le ministre des finances et M^{rs} Léon Say, et plusieurs membres du corps diplomatique.

La réception qui a suivi le dîner a été fort brillante.

M. Buffet, président de l'Assemblée, est venu dans la soirée; il s'est longuement entretenu avec M. Thiers.

L'Union républicaine s'est réunie à Paris, le 13 mai. La séance a duré plus de deux heures. Le débat s'est engagé sur la situation, mais aucune résolution n'a encore été prise, et la réunion s'est ajournée à dimanche prochain. M. Gambetta assistait à la séance.

M. Casimir Périer a prononcé un discours au comice agricole de Troyes. Cette harangue est la confirmation de la lettre de l'honorable membre publiée par les journaux. Il a conclu en disant : « La république est le gouvernement légal du pays; elle le restera. »

Le comité

question qui dans le moment serait l'objet de controverses politiques. Aucune épreuve théologique ne doit être exigée des fonctionnaires employés de l'établissement. Toutes les nominations seront faites en vue seulement du programme de la place à tenir et sans égard à la personne des candidats. Tout administrateur qui cesserait d'être laïque et protestant ne pourrait conserver son emploi. Sur les onze administrateurs, cinq seront désignés par le conseil de la ville de Birmingham.

On ajoute qu'il sera fondé, un journal pédagogique destiné à tenir le public au courant des cours de l'établissement.

Ainsi qu'on pouvait s'y attendre, la conférence républicaine réunie à Birmingham a adopté des résolutions en faveur de la république fédérale.

M. Ernest-Etienne Huguet, âgé d'environ quarante ans, dont le gouvernement français a réclamé l'extradition et dont la cause avait été ajournée sur la demande de son défenseur, a comparu pour la seconde et dernière fois devant le magistrat de Bow street, samedi dernier. Il ressort de la seconde déposition de l'inspecteur de police Drusovitch, que l'ex-rédacteur de l'*Evening Libéral*, euille bonapartiste, avait pris à Londres le nom de Natand, et que sa faillite, à Paris, donnait un passif de 2,800,000 francs contre un actif de 600,000 francs.

L'avocat du prévenu, M. Besley, prétend que son client a laissé derrière lui, en France, une somme dépassant un million et demi de francs, ce qui permettrait de payer les créanciers presque intégralement. Il répète que Huguet ne s'est pas réfugié en Angleterre pour échapper à ses dettes, mais uniquement pour aller voir l'empereur Napoléon III. Chislehurst et, comme preuve de ses dires, il lit des lettres très favorables à l'accusé et émanant de M. Fillon, secrétaire de l'ex-prince impérial, d'un des secrétaires particuliers de l'impératrice, et d'autres bonapartistes. M. Besley maintient que c'est en apprenant cette visite à Chislehurst que le gouvernement républicain a supprimé le journal de Huguet et mis les scellés sur ses papiers; c'est par haine politique aussi qu'il a été mis en état de faillite; et s'il n'est pas retourné librement en France, c'est par peur de s'y voir inquiété par la police.

Passant à la partie judiciaire de sa défense, M. Besley plaide que la cause n'est pas dans la catégorie des cas prévus par le traité d'extradition, et il ajoute : « Je ne crois pas que le gouvernement de ce pays livrera un prisonnier politique, sous le prétexte fallacieux de banqueroute frauduleuse. » Finalement, le défenseur pose une objection légale, basée sur la circonstance que M. Drusovitch est le seul témoin présent à la seconde audience, le syndic de la faillite étant retourné en France et refusant de revenir.

Le magistrat, sir Thomas Henry, décide simplement l'extradition du prisonnier. Quant à l'objection légale, il laisse quinze jours au prévenu pour la faire valoir devant le banc de la reine; mais, au bout de ces deux semaines, il sera remis aux autorités françaises, à moins que la cour supérieure n'en ait décidé autrement. Le magistrat a dit qu'il n'a pas la politique n'avait absolument rien à voir dans l'affaire, et l'avocat de l'ambassade de France, M. Moreau, parait, d'après le compte-rendu, s'être contenté d'un démenti pur et simple.

Italie.

On lit dans l'*Italie*, de Rome, le 11 au soir :

La pluie torrentielle d'aujourd'hui faisait espérer que la manifestation annoncée n'aurait pas lieu. Mais, vers 3 heures 1/2, le temps s'étant remis au beau, les manifestants se sont réunis sur la place San Lorenzo à Lucina, et se sont dirigés ensuite vers le Quirinal. Le nombre des manifestants était de 300 environ; plusieurs d'entre eux avaient des drapeaux. Tous ceux que nous avons vus étaient aux couleurs nationales; il y en avait même qui portaient la croix de Savoie.

Naturellement, les curieux étaient plus nombreux que les manifestants. La foule allait grossissant à mesure qu'elle s'approchait du Quirinal.

Quelques individus criaient : *A bas les corporations religieuses ! A bas les ministres ! A bas les prêtres !*

Arrivés à la rue de l'Umiltà, les manifestants se trouvaient en présence d'un certain nombre de gardes de la sûreté publique et de carabinieri qui leur barrèrent le passage.

Ne pouvant ou ne voulant forcer le passage, le rassemblement tourna la position, c'est-à-dire se dirigea vers le Quirinal en passant, soit par le vicolo Schiara, soit par la rue des SS. Apostoli, ce qui lui réussit, en dépit des efforts faits par les agents de la sûreté publique pour l'en empêcher.

Dans la rue de l'Umiltà, on entendit un coup de pistolet; un sauve-qui-peut général s'ensuivit; mais on fut plus tard qu'un garde avait tiré en l'air exprès pour arrêter les manifestants.

Ceux-ci, ayant repris courage, continuèrent sans obstacle leur marche jusqu'au pied du Quirinal, c'est-à-dire à l'entrée de la rue de la Dateria. Là ils trouvèrent une escouade d'agents et de carabinieri, sous la direction d'un délégué de la sûreté publique, qui, ceint de son écharpe, intima à la foule l'ordre de se disperser.

Les manifestants hésitèrent un moment; ils voulurent de nouveau user de stratégie, et s'engagèrent dans la rue des Sestezzi et dans le vicolo voisin; ils débouchèrent au milieu de la montée du Quirinal, au face du palais de la Dateria.

Les carabinieri et les gardes de la sûreté publique, s'étant aperçus de la manœuvre, se lancèrent au pas de course et arrivèrent à temps pour empêcher à la colonne de gravir les escaliers qui mènent à la rue de la Dateria en communication avec la place du Quirinal.

Mais ils n'y parvinrent qu'après une lutte assez sérieuse.

Il paraît que les manifestants, abandonnant l'attitude relativement modérée qu'ils avaient observée jusqu'alors, ont voulu forcer la ligne des agents. Bien que nous fussions présents sur les lieux, il nous serait impossible de dire avec précision ce qui s'est passé à ce moment. Ce que nous savons, c'est qu'on a entendu tout à coup la détonation d'un revolver; tous ceux qui avaient pu arriver jusque-là ont pris la fuite précipitamment.

On nous dit qu'un carabinier, un garde de la sûreté publique et un individu en bourgeois, qui se trouvaient dans la foule, ont été blessés.

Quelques instants après, plusieurs compagnies de ligne arrivèrent sur les lieux et occupèrent l'entrée des rues voisines.

A cinq heures et demie tout était fini, et il ne restait plus sur les lieux que les agents de l'autorité et quelques curieux.

Les blessés ont été immédiatement transportés à l'hôpital.

Comme nous le disons plus haut, un bourgeois aurait été blessé grièvement par un coup de feu tiré dans la lutte par un garde de la sûreté publique. On nous assure que quinze ou vingt personnes ont été arrêtées.

Suisse.

Berne, 14 mai. — Le Conseil fédéral a ratifié la convention de chemin de fer conclue entre la compagnie suisse du Jura et la compagnie française de l'Onest.

Fribourg, 14 mai. — Tous les évêques suisses se sont réunis hier chez M. Marilly, les élèves du collège de Fribourg, conduits par les professeurs ecclésiastiques, ont donné une sérénade aux évêques. La population n'a pas pris part à cette ovation ni fait écho aux vivats portés à MM. Lachat et Mermillod.

Espagne.

Le Drapeau français, organe carliste de Perpignan, dit que quelques personnes se sont absentes, par ordre du quartier général de don Alphonse, entre autres le général Ruiz, dont la santé a été ébranlée par d'anciennes blessures et les fatigues de la campagne actuelle; mais il n'y a aucun désaccord entre les chefs carlistes.

Don Alphonse, avec quatre mille hommes sous les ordres de Saballs, Auguet, Miret et Nastarrat, aurait offert la bataille au général Velarde, qui aurait reculé jusqu'à Manresa.

Dans l'Aragon, les troupes républicaines auraient été complètement battues par les royalistes. L'état-major serait prisonnier.

Amérique.

ÉTATS-UNIS. — M. Edward Pierrepont, dont le télégraphe nous a annoncé la nomination comme ministre des États-Unis à St-Petersbourg, était autrefois procureur général à New-York.

Le correspondant particulier du *Daily News* en Amérique lui télégraphie de New-York la nouvelle suivante :

« Il est arrivé à la baie de Robert (Terre-Neuve) un steamer ayant à bord douze hommes, deux femmes et cinq enfants, ayant fait partie de l'expédition, au pôle Arctique, du capitaine Hall. Ce navigateur a quitté New-York au mois de juin 1871, sur le navire le *Polaris*. Ces malheureux ont été trouvés en mer dans une chaloupe à 40 milles de la côte du Labrador. Voici ce qu'ils racontent :

« Le *Polaris* a pu pénétrer, dans l'été de 1871, en suivant le détroit de Smith, jusqu'à 82° degré de latitude. De là, le capitaine Hall fit une excursion en traîneau à la prétendue mer polaire du docteur Kane et il constata que c'était tout simplement un détroit ayant quinze milles de large et aboutissant probablement à une mer libre de glace. Le capitaine mourut d'apoplexie au mois de novembre 1871.

« Au mois d'août 1872, le vaisseau se trouvant entouré et pressé par les glaces, l'équipage se mit à débarquer les provisions. Tout à coup, le banc de glace se détacha et emporta avec lui quel que étant occupés à y emmagasiner les vivres. Pendant cent soixante-seize jours, ils sont allés ainsi à la dérive, voyant à chaque heure diminuer l'étendue de l'île flottante et glacieuse qui les emportait. D'abord, elle avait cinq milles de circonférence; au dernier jour elle était réduite à quelques mètres. C'est alors que les malheureux se confièrent au bateau, emporté avec eux et à leur dernier espoir de salut.

« On n'a pas eu de nouvelles du *Polaris* depuis cette séparation. Il lui restait treize hommes d'équipage sous les ordres du capitaine Boddington, des provisions en grande quantité, mais il ne lui restait plus de canon.

« Ce récit ne dissipe pas tous les soupçons. On pense que les malheureux recueillis en mer sont des déserteurs, et l'on a des doutes sérieux sur la manière dont le capitaine Hall serait mort. »

Chine.

(Corresp. part. du JOURNAL DE ST-PETERSBOURG.)

Pékin, 5 (17) mars.

Voici quelques détails empruntés aux notes d'un voyageur qui vient de faire le trajet d'Ourga à Oulianassoutai.

Le voyageur a traversé la Mongolie dans le courant de l'été 1872. Il voyageait en touriste curieux, mais cependant de bonnes recommandations auprès des autorités chinoises et mongoles. Le véhicule dans lequel il a quitté Ourga était une simple charrette chinoise, bien solide, et qui cependant est arrivée à Oulianassoutai toute délabrée, par suite du mauvais état des routes. Il avait en outre un che-

val de selle pour les passages difficiles et pour traverser les gués. Il était accompagné d'un interprète, d'un coéquipier armé et d'un domestique, tous trois à cheval. Le bagage et les provisions de bouche (biscuits, graisse et thé) formaient la charge de plusieurs chameaux. Parti d'Ourga le 18 juillet, il atteignit Oulianassoutai en douze jours.

Il n'existe point de route de poste directe reliant Ourga à Oulianassoutai. On suit d'abord la route de Kalgan, jusqu'à sa jonction à Sair-ousou avec la grande route de Pékin à Oulianassoutai, puis on prend cette dernière route jusqu'à Oulianassoutai. La direction de la première partie du trajet est du nord au sud et la seconde partie de l'est-sud-est à l'ouest-nord-ouest. Les indigènes ne suivent point toujours cette route. Souvent, et surtout dans la belle saison, ils évitent ce grand détour en traversant en ligne droite la région montagneuse et peu connue qui sépare Ourga d'Oulianassoutai; mais ce trajet n'offre point de sûreté et n'est praticable que pour les caravanes.

Les relais échelonnés le long de la route d'Ourga à Sair-ousou sont entretenus aux frais des États khalkas, qui établissent sur chaque point une douzaine de familles, avec tout leur ménage. Ce service, loin d'être volontaire et avantageux, finit toujours par ruiner complètement ceux qui le remplissent et qui n'ont la faculté d'y renoncer que lorsque le degré de misère auquel ils sont arrivés les rend incapables de remplir la corvée qui leur avait été imposée. Cette corvée consiste à tenir toujours prêts des chevaux et des charrettes pour les fonctionnaires qui font le trajet, à leur fournir, selon leur rang, un nombre déterminé de moutons, une certaine quantité de thé, et une bonne tente. Les maîtres de poste ne reçoivent pour tout ce service qu'une rétribution dérisoire du district qui les charge de ces fonctions, consistant en un certain nombre de moutons, et le gouvernement leur donne en outre par an une paie modeste montant à environ 75 r. arg. par famille.

Le tronçon de Sair-ousou à Oulianassoutai fait partie de la grande route de Pékin à cette dernière ville. Une partie de ce tronçon, entre Sair-ousou et Kharanidoun, se trouve dans des conditions plus favorables pour le voyageur. Les relais y sont desservis par des Mongols de la localité, qui ont la jouissance, en retour des obligations qu'ils remplissent, d'un espace de terrain large de 20 verstes. L'inspecteur des relais de toute cette partie de la route siège à Sair-ousou et porte le titre de *dzargoutchei*; il dépend du *houssat-amban* de Kalgan.

Sair-ousou a une très pauvre apparence; en fait de bâtiments on y aperçoit seulement l'habitation du *dzargoutchei* et un petit temple. Les tentes en feutre où l'on reçoit les voyageurs, quelques tentes de campagne de marchands chinois et le camp d'un détachement de cavaliers solons (de 200 hommes) complètent l'ensemble du paysage. Cependant ce point, où se réunissent les routes d'Ourga, d'Oulianassoutai, de Kalgan et de Gout-Khouat-Toben (Koukou-Khot) est un point important, bien que sa population permanente ne monte qu'à 300 hommes.

Après le relais de Chourouk on entre dans le territoire relevant d'Oulianassoutai. Sur la route d'été (1) de Chourouk, au relais suivant, au pied de la montagne Baïan-oula, se trouve l'habitation du prince Kouchoutchi-goun, avec un temple riche et vaste. Parfois le prince passe l'hiver dans cet endroit, qui n'est habité en été que par des lamas avec leurs disciples. Presque dans chaque bannière des districts de la Mongolie il y a au moins un point habité de ce genre (dans les provinces riches il y en a deux et plus) où le prince fixe ses quartiers d'hiver et dont la population permanente se compose de lamas et de leurs disciples. Ce genre d'établissement et les temples, voilà les seuls points à population stable de toute la Mongolie, en dehors des quelques centres administratifs tels qu'Ourga, Oulianassoutai et Khobdo.

La distance totale d'Ourga à Oulianassoutai par la route en question est de 1300 à 1350 verstes, selon que l'on voyage en été ou en hiver. Sur toute la route on a de l'eau en abondance, des sources, des puits, et à partir du relais de Garida, qui est le premier après Kharanidoun, à chaque relais on rencontre un petit cours d'eau qui donne son nom à la localité. Les bords de ces petites rivières sont couverts d'une herbe rase et clairsemée, mais très-bonne pour les troupeaux et pour les chameaux; on voit ici d'une race remarquablement forte et endurante.

An troisième relais avant Kharanidoun la route traverse la rivière Oughi-gou, qui donne son nom au relais. Cette rivière forme la ligne de démarcation entre le désert de Gobi au sud et la région de Kharanidoun au nord. Le désert de Gobi joint d'un climat tempéré et une multitude de Mongols viennent y établir leurs campements d'hiver. La région de Kharanidoun, au contraire, est montagneuse; elle abonde en eau et la température y est fraîche en été et rigoureuse en hiver; les Mongols y passent la belle saison. Elle n'est boisée que dans la partie nord; mais on prétend qu'autrefois les bois

(1) Entre Kharanidoun et Oulianassoutai le tracé de la route se déplace selon les saisons. En été la population nomade des relais remonte de plusieurs dizaines de li au nord; en automne elle redescend vers le sud et passe l'hiver encore plus au sud.

s'étendaient beaucoup plus au sud. Questionnés sur les limites des territoires désignés aujourd'hui sous le nom de Kharanidoun, les Mongols ont affirmé que tout le pays jusqu'à Oulianassoutai porte ce nom historique, qui s'étend bien loin au nord et à l'est. La région de Kharanidoun a été fort peu explorée. Elle possède une faune très-riche, une végétation variée et mérite d'attirer l'attention des archéologues par ses nombreux tumulus et autres vestiges des temps anciens.

Le voyageur dont nous tenons tous ces détails a fait fouiller sous ses yeux un de ces tumulus; il n'y a trouvé que des ossements et rien qui pût faire conclure à l'existence dans ces parages d'anciens établissements stables. Ces tumulus sont nombreux surtout entre le relais de Baïdarik (à l'ouest de Kharanidoun) et Oulianassoutai.

La ville d'Oulianassoutai, où notre voyageur est arrivé le 29 juillet, est située au fond d'une large vallée resserrée de toutes parts entre des pentes rocheuses, jouissant d'un climat assez froid, et traversée par une rivière du même nom que la ville, qui se divise en plusieurs bras.

Sous le nom d'Oulianassoutai on comprend la citadelle, qui porte encore le nom de Sangat-Khot, et la ville marchande, qui n'est, à proprement parler, qu'un faubourg. La citadelle, située à environ 1 1/2 verste du faubourg, dont elle est séparée par le cours de l'Oulianassoutai, forme un carré presque parfait. Elle est entourée d'une muraille, ruinée en partie, haute d'environ 2 sagues, large de 2 archines et d'une circonférence approximative de 1 1/2 verste. Ce mur a trois portes: au Sud, à l'Est et à l'Ouest. Les parties Sud et Ouest du mur ont beaucoup souffert en 1870, lors de l'irruption des Doungans. Actuellement on érige un nouveau mur, de plus grandes dimensions, avec rempart en pierres et fossé.

Quant à l'intérieur de la citadelle, c'est surtout la partie nord qui a subi les plus grands dégâts et une dévastation presque complète. Les Doungans n'y ont pas laissé pierre sur pierre. Dans la partie sud les maisons habitées par les autorités sont restées sur pied; cependant elles ont été fortement endommagées et portent encore les traces de l'incendie qui a été allumé dans ce quartier; plusieurs maisons sont aujourd'hui en voie de restauration. La citadelle renferme deux temples, les maisons du *tsien-tsiou* (gouverneur général), du *khébi-amban* (gouverneur) mandchou et du chef du détachement solon, en garnison à Oulianassoutai, ainsi que tous les bureaux (ou *iamyn*) de l'administration locale. Toutes ces maisons sont petites et basses, en terre battue, et quelques-unes ne sont même pas blanchies. Les employés, surtout les subalternes, se logent, soit dans des corps de logis appartenant aux divers *iamyn*, soit dans des cabanes ou huttes séparées, situées principalement dans l'angle nord-ouest de la citadelle. La garnison de Solon, forte de 250 hommes, habite sous des tentes en feutre (*jourtes*) ou en toile, parfois aussi dans des huttes en terre, en divers endroits de la citadelle.

Le faubourg n'a point d'enceinte; plus du tiers en a été détruit par le feu lors de l'invasion des Doungans; c'est surtout la partie sud et sud-ouest, par où les brigands sont entrés, qui a le plus souffert. Elles renfermaient les comptoirs et dépôts de riches compagnies marchandes chinoises, dont les affaires s'étendaient à toute la Mongolie occidentale. Depuis l'invasion, quelques-uns de ces marchands se livrent à la vente en détail dans les « bannières » environnantes, en colportant leurs marchandises de l'une à l'autre. Quelques comptables et garçons de comptoir se sont réinstallés sur les débris de leurs anciennes maisons de commerce, dont ils commencent à déblayer l'emplacement, pour y construire, dit-on, de nouvelles maisons. Les marchands russes occupent aujourd'hui deux temples restés debout par miracle dans la partie orientale du faubourg. Le quartier nord, le plus pauvre, est occupé par des jardins potagers, où les Chinois cultivent divers légumes, tels que: oignons, ail, choux, radis, raifort, choux-raves, carottes, haricots, pois, et en petite quantité le concombre et la citrouille, qui mûrissent difficilement. C'est dans ce quartier que s'arrêtaient les Mongols qui viennent en masse à Oulianassoutai pour leurs affaires; mais les plus aisés, et surtout ceux qui tiennent à l'administration par des liens quelconques, demeurent aux environs de la ville, principalement entre la *bour* (la citadelle, sous leurs tentes de voyage (*jourtes*)). Les marchands chinois se groupent dans la partie centrale du faubourg, où ils occupent des maisons qu'ils sous-louent, ou des tentes qu'ils dressent dans l'intérieur des cours. La partie sud du faubourg ne présente que des ruines, mais, par contre, dans la partie occidentale l'on construit une rangée de boutiques avec des corps de logis sur l'arrière.

La population totale d'Oulianassoutai et de ses environs immédiats, où se trouvent deux temples, la maison du *Khébi-amban* mongol, et de sept à huit cabanes chinoises situées au milieu de champs d'orge, monte à 3,000 âmes, y compris le détachement de 100 Tchakharis campés à 20 ou 25 verstes de la ville. Presque tous sont sans femmes, ni famille. Marchands et soldats se livrent à la boisson; à l'opium, aux jeux de hasard et à la plus basse débauche. Les marchands chinois forment une centaine de ménages séparés, dont la population totale peut être évaluée de 7 à 800 âmes.

DERNIÈRES NOUVELLES.

ALLEMAGNE.

M. d'Alten, consul général d'Allemagne à Jérusalem, vient d'arriver à Berlin. (*Kreuz-Zeitung*.)

AUTRICHE-HONGRIE.

La Chambre des Députés de Hongrie a voté le 13 mai le projet concernant l'institution d'une Banque hongroise de commerce et d'escompte. L'Assemblée devait ouvrir le lendemain les débats sur les statuts de cette Banque.

Dans la réunion du parti de la gauche à la Chambre basse, M. Edouard Horn a présenté, à cette même date, un projet de loi sur les sociétés par actions, qui a été renvoyé à une commission composée de MM. Gliczy, Casavolsky, Gyökrety, Varady et Horansky. (*Neue freie Presse*.)

FRANCE.

On lit dans le *Temps*, le 14 au soir :

« Les bruits relatifs à l'attitude du gouvernement changent si souvent qu'on ne doit les enregistrer qu'avec la plus grande réserve. On assure hier que M. Thiers avait l'intention, tout en présentant les lois constitutionnelles, de demander à l'Assemblée d'en renvoyer la discussion jusqu'au mois de juillet, époque à laquelle l'évacuation serait presque complète. »

« Ce serait une sorte de trêve qu'il s'agirait de lui accorder, et à la faveur de laquelle il pourrait conserver son ministère sans changement, et ajourner les questions que les dernières élections paraissent devoir soulever. Nous le répétons, nous ne donnons ces nouvelles que sous toute réserve, et cela d'autant plus que l'attitude du gouvernement dépend nécessairement de celle de l'Assemblée, et que rien ne peut encore faire préjuger à quelles résolutions s'arrêtera la majorité. »

ESPAGNE.

Perpignan, 15 mai. — D'après des nouvelles de Barcelone, en date d'aujourd'hui, le cabilla Saballs est entré hier à Mataró (20 kilomètres de Barcelone), à la tête de 800 carlistes. Les habitants de Mataró ont été surpris et n'ont pas opposé de résistance sérieuse. Les caisses publiques ont été vidées par les carlistes, qui ont en outre imposé à la ville une contribution de 10,000 duros. Deux compagnies du régiment de Cadix, 200 carlistes et 300 volontaires de la république ont quitté Barcelone pour aller déloger Saballs.

DERNIÈRES DÉPÊCHES.

AGENCE INTERNATIONALE.

Versailles, samedi 17 mai, au matin. La démission de MM. de Goulard et Jules Simon a été acceptée. M. Casimir Périer a été nommé ministre de l'intérieur. La nomination de M. Bérenger comme ministre de l'instruction publique et celle de M. Martel comme ministre des cultes sont très-probables.

Autre dépêche.

Stockholm, samedi 17 mai.

Le Riksdag a voté une motion de son comité, d'après laquelle l'impôt foncier et l'institution de la division territoriale de l'armée doivent être successivement annulés dans un délai de 33 ans et 4 mois, après que le gouvernement et le Riksdag se seront entendus sur une nouvelle organisation de l'armée. Le gouvernement a adhéré à cette motion.

Autre dépêche.

Londres, samedi 17 mai.

La Banque d'Angleterre a élevé à 6 0/0 le taux de l'escompte, qui était de 5 0/0.

Autre dépêche.

Berlin, samedi 17 mai, au soir.

Dans sa séance d'aujourd'hui le Parlement allemand a examiné le compte rendu de l'administration de l'Alsace-Lorraine pour l'exercice précédent.

Des orateurs du parti du centre ayant affirmé que l'Angleterre et la Russie sympathisent avec les ultramontains, le prince de Bismarck a réfuté cette assertion, en disant qu'il est mieux informé que les ultramontains des sentiments du gouvernement russe à l'égard des ultramontains, qui sont les ennemis de la Russie, et il a ajouté que toute l'Europe civilisée partage sa manière de voir sur leurs menées hostiles aux gouvernements.

COURS DE BERLIN DE 17 MAI.

Cours de change.

A 3 semaines sur St-Petersb., 88 1/8 th. pour 100 r.

A 3 mois sur St-Petersb., 87 1/8 th. pour 100 r.

Prix des billets de crédit russes 79 7/8 th. pour 100 r.

Prix de la demi-imprévue 5 th. 15 7/8 silb.

1^{er} emprunt à lots et primes 128 3/4.

2nd emprunt à lots et primes 126 1/2.

3rd emprunt (1854) 77.

4th emprunt (1855) 89.

Emprunt russe de 1852 92 1/2.

Emprunt russe 3 0/0 65 3/4.

Emprunt russe de 1852 93 3/4.

Obligations consolidées de 1870 93 5/8.

Obligat. de la Société du chem. de fer Nicolas 77 1/4.

Actions de la Grande Société des chemins de fer 91 3/8.

Actions du chemin de fer de Varsovie-Vienne 88.

DÉPÊCHES DE L'INTÉRIER.

BOTRES-DE-RIGA DE 5 MAI.

Cours de change sur Londres, à trois mois

32 1/4 pence, vend., 32 3/8, ach.

Cours de change sur Hambourg, à trois mois

272 m. vend., 272 1/2 ach.

Cours de change sur Paris, à trois mois 342 cent. vend., 343 ach.

Cours de change sur Amsterdam, à trois mois 162 cents, 162 3/4 ach.

Faits divers.

On lit dans la *Presse* du 10 :

« A Paris, la superstition du vendredi a encore de profondes racines. »

« Hier matin nous nous trouvions à un bureau d'omnibus, d'ordinaire encombré du premier départ au dernier; il s'y trouvait à peine trois ou quatre personnes. Une dame en manifesta de l'étonnement :

« — Pardi ! dit le contrôleur, c'est aujourd'hui vendredi ! »

« Et il nous raconta comment, chaque semaine, au retour de ce jour néfaste, il jouit d'un quasi-quotidien, n'ayant pas à distribuer les quatre numéros qui lui sont demandés les autres jours. »

« Nous nous informâmes auprès des autres administrations de transport public; même chômage relatif. »

« Les petites voitures de la Compagnie parisienne ne roulent pas les deux tiers des voyageurs habituels; les bateaux-mouches ne sont qu'à trois quarts pleins, mais ce sont surtout les chemins de fer dont la recette a à souffrir de cette superstition ridicule, qui attribue au vendredi une influence funeste. »

« Si beaucoup de gens hésitent à s'occuper d'affaires le vendredi — ce dimanche des poltrons — le nombre est bien plus considérable d'individus qui n'oseraient point entreprendre ce jour-là de longs voyages, et les trains de grandes lignes quittent généralement Paris à demi-vides. »

« Excellente occasion de se mettre en route pour les personnes qui aiment à avoir leurs aises en voiture ou en wagon. »

Petites affiches.

« M^{me} veuve Viard, corsetière, rue... désirerait trouver un associé avec un apport de 3,000 fr. pour gérer son fonds de commerce. »

Au besoin, on épouserait.

— Epitaphe. — Ci-gît

HENRIETTE PICOLO.

Ma fille, ma douleur égale tes vertus

Et ton talent sur l'harmonium :

Joue pour moi là-haut !

Spectacles.

Du 6 mai.

UNE DAME ANGLAISE

musicienne, désire se placer pour l'été comme gouvernante ou dame de compagnie. S'ad. A. B. librairie anglaise, 10, place de l'Amirauté. 1456

UN PROFESSEUR de langues anciennes et modernes, enseignant ici depuis fort longtemps dans des familles notables, prendrait des élèves pour l'été, des familles qui désiraient faire apprendre, pendant l'été, des leçons aux environs. S'ad. le matin jusqu'à 11 h. ou par écrit: Litvinaia, n° 54, log. 28. 1454

ON RECEVRA

encore quelques pensionnaires pour passer l'été en Finlande près de Viborg. Etudes scientifiques, conversation anglaise. S'adresser: A. M. le docteur Bréme, professeur à l'école Ste-Anne, Kiritchina, n° 10, log. 1. 1453

AVIS.

Le sousigné a l'honneur de prévenir la clientèle du *Magasin Anglais* que la gestion des affaires est transférée à la ligne, Vassili-Ostrov, n° 42. Nouvelles marchandises: de Middlemass, Keiller, Moir, Cakes et Biscuits de Gingham, Pain noir et Biscuits de Moore; Houille; Split Peas, Cheddar, Cacao et Chocolat. Andrew Allan.

A VENDRE

un petit cheval. S'ad. Zagrebinaia pérouloko, maison Schumacher. 1452

A L'OCCASION DE L'ARRIVÉE

de S. M. le shah des Perses et places sur un grand balcon sont à louer. Pers. Nevsky, vis-à-vis de la cathédrale de Kazan, n° 23, au bel étage. 1446

UN ITALIEN connaissant bien le français et les références, désirerait se placer dans une famille pour la saison d'été pour la pratique des langues. S'ad. à la lib. Mellier, pont de Polce. 1396

UNE JEUNE personne sachant les langues de la maison de magasin. S'ad. au bureau du journal, librairie Mellier, pont de Polce. 1422

ВОСПИТАНИЦА

старшего класса гимназии, желая заниматься с малолетними детьми на лето, за умеренное вознаграждение. Разъясная ул., А. Вископф, № 52 и 53, в косметическом магазине, с 8 до 6 часов вечера. 1439

JALOUSIES

en bois peint de différentes couleurs, chez White-lock, tapissier, qui se charge également de la garniture des meubles, sommiers élastiques et autres. Place de l'Amirauté, n° 6, Gambis, n° 8. 1408

A LOUER

un logement confortable 15 ou 20 chambres, pour 3,50-4,00 r. Rue Gagarinskaja, n° 6, près du quai. 1391

VENTE A L'ENCHÈRE

le 7 mai, à midi. On vendra à l'école d'équitation de la garde des chevaux de selle et de trait. Les personnes qui désirent acheter peuvent en informer chaque jour la chancellerie de l'école et prendre connaissance des conditions. 1406

VENTE

de vins d'Italie supérieurs purs de tout mélange, à Vassili Ostrov, 13^e ligne quai de la Grande Néva, maison n° 47. 1418

A VENDRE un étalon bai des haras Hahn bien dressé, âgé de 9 ans, qui par sa beauté pourrait servir exclusivement à un officier de cavalerie de la garde. S'ad. à l'écurie Boudarine, de la 1^{re} brigade de l'artillerie à cheval, à l'Yver. 1087

COMPTOIR DE TRADUCTIONS

dans toutes les langues. Pont de Kazan, n° 10. Jovkovsky, n° 21, log. 16, bel étage, par le canal. Ouvert de 9 à 5 h. 1174

AGENCE COMMERCIALE GRATUITE. Pour tous renseignements entre la Russie et la Belgique. — Charles STROOPS, boulevard de Waterloo, 83, à Bruxelles. 296

BAINS D'ELGERSBOURG

(dans la forêt de Thuringe)

près d'Arnstadt, station de chemin de fer. Kuchaus très-bien installé, bains climatiques, bains chauds, bains d'acier, d'argile, de pin et autres. Logements parfaitement restaurés, agréables et élégants. Restaurant excellent; très bon service. Médecin en chef: Dr. Mackensen. Demander les prospectus à la direction: Saal. 1340 R. M.



CATHERINE SALEMANN

fournisseur de la Cour Impériale

à l'honneur de recommander au public son grand choix de broderies pour civils et militaires Uniformes et traines de Cour. Perspective Nevsky, au coin de la Grande Sadovaïa, n° 52.

On prie de faire attention à l'adresse, la maison n'ayant qu'un seul magasin. 1462

A LOUER plusieurs logements élégamment meublés à neuf, tapis, bronzes, etc., conduit d'eau, escalier de parade, avec suite et tapiss. On peut rendre par 2, 5, 7, 10, 13 chambres, cuisine, antichambre. On pourrait très bon marché pour l'été. S'ad. au coin de la Karavannaja et de l'italianskaia, n° 10, log. 11, de midi à 5 h. A la même adresse on loue aussi des maisons de campagne meublées. 1445

EXPOSITION DE VIENNE.

A LOUER 1441 un magnifique appartement meublé de 10 pièces (2 salons, salle à manger, 3 chambres à coucher, chambre de domestiques, antichambre, etc.), avec 4 entrées séparées, pouvant aussi être divisé en plusieurs logements, à partir du 1^{er} mai pour le terme de 3 ou 6 mois. Situé au centre de la ville, à quelques pas du Graben, au 2^e étage. S'ad. à M. le Dr Hartmann, Habsburggasse, 3, 2^e étage, à Vienne.

AVIS.

On établit la semaine prochaine, dans la rue Gorkhovskaja maison Dorokhov, 40, un magasin, sous le nom de

PASSAGE DE VIENNE

où l'on vendra des toiles, des parfumeries et de la bijouterie d'un goût tout à fait moderne. Dans ce magasin, les marchandises seront divisées, selon les prix, en sections, à commencer d'un coque. 1440

EAU DE LYS DE LOHSE

Lait de lys pour embellir la peau recommandée pour la toilette des dames et des messieurs, comme le seul cosmétique pour la conservation et l'embellissement de la peau. L'Eau de Lys de LOHSE est souveraine contre toutes les affections et déficiences de la peau: elle fait disparaître les boutons, les rougeurs, les taches hépatiques, elle efface les éphélides et les taches de rousseur, rend la peau sa souplesse et sa pureté, augmente la fraîcheur du teint, dissipe les coups de soleil, le hâle, etc., éloigne les rides et conserve au visage la première jeunesse. Dépôt général pour la Russie au laboratoire chimique à St-Petersbourg: à Moscou chez MM. Krüger et Katsch; à Varsovie au magasin russe; à Riga chez F. Mitschke. LOHSE, parfumeur-chimiste, fournisseur de la cour de Prusse et de plusieurs cours allemandes, 46, Jägerstrasse, Berlin. 1438

AVIS.

A vendre une propriété foncière, sise dans le pays du Don, dist. de Mioussk, près du bourg de Dmitrovka, contenant 4,563 déciatines et 1,400 sagènes de terrain, y compris 161 déc. de prés et 350 déc. de forêts, avec 2 moulins à eau, de la force de 6 et 12; distante de 30 verstes de la station d'Ouspenskaja du chem. de fer d'Azov. L'embranchement projeté pour relier la ligne d'Azov à celle de Voronège-Rostov traversera la susdite propriété. La présence de la houille y est incontestable, malgré que l'étude du terrain n'ait pas été entreprise. Pour plus amples renseignements, on est prié de s'ad. à la gestion du Concours de la fortune du propriétaire, M. Ilovsky, à St-Petersbourg, Strémiannaja, n° 8, log. 4. Les personnes qui auraient l'intention de faire l'acquisition de cette propriété peuvent formuler leurs propositions, verbalement ou par écrit, jusqu'au 20 juin de l'année courante. 1411

GOUTTES AMÉRICAINES

contre les maux de dents

d'Hippolyte Maiewsky

présentées actuellement à l'exposition de manufacture et polytechnique, en vente au Dépôt central, rue des Officiers, n° 22, log. n° 15, et aux dépôts suivants: Stoll et Schmidt, Société russe d'articles pharmaceutiques, Rulovits et Holm, aux magasins Juncker, Laboratoire Rouze, Rouze, Popov (Tchernichev père), Linde, Papat (au Passage) et aux pharmacies Ignatius, Issakievsky et Vonnensky et chez Eizler, au pont d'Ismaïlovsky.

Prix des gouttes:

Grande boîte avec 3 remèdes . . . 2 r. 50 c.
Boîte moyenne avec 3 remèdes . . . 1 r. 25 c.
Rabais pour les acheteurs en gros.
Les personnes habitant la province qui ne désirent qu'une boîte ont à ajouter 1 r. pour l'emballage et pour l'expédition. 1464

A. BOLLOT, TAILLEUR

Élégance et bon marché. Costumes complets à 25 r. et au-dessus. Costumes d'été depuis 7 r. 50 c. Perspective Nevsky, maison n° 10. 1277

BILAN

DE LA

BANQUE D'ESCOMPTE

DE ST-PETERSBOURG

AU 1^{er} MAI 1873.

ACTIF.

	R.	C.
Caisse	565,900	41
Comptes-courants dans divers établissements de Banque de la place	2,867,008	91
Avances remboursables à demande (on call):		
Sur fonds publics garantis	43,750	"
Sur fonds publics non garantis	43,750	"
Fonds publics	333,235	55
Effets sur la Russie	16,557,680	56
Effets sur l'étranger, or et argent, bons de monnaie	1,054,120	64
Avances à époque déterminée:		
Sur fonds publics garantis	5,068,819	"
Sur fonds publics non garantis	3,080,060	"
	8,148,879	"
Correspondants de la Banque:		
Leurs comptes	4,527,002	44
Comptes de la Banque	1,295,467	86
	5,822,470	30
Comptes divers	4,113,281	02
Courage et papier timbré	4,253	25
Frais d'installation de la Banque	15,295	19
Frais divers	57,106	81
	39,582,981	64

PASSIF.

Capital social	5,000,000	"
1 ^{er} versement sur actions II ^e émission	1,500,000	"
	6,500,000	"
Capital de réserve	274,398	39
Comptes-courants	21,281,175	88
Correspondants de la Banque:		
Leurs comptes	2,904,790	46
Comptes de la Banque	829,830	43
	3,734,620	89
Comptes divers	644,278	68
Dépôts à échéance indéterminée	4,865,296	16
Dépôts à échéance déterminée	1,295,314	10
Traites acceptées	164,423	62
Dividende non payé:		
pour 1871	1,301	95
pour 1872	29,712	40
	30,744	35
Compte de profits et pertes	842,729	60
	39,582,981	64

LA DIRECTION

DE LA

BANQUE FONCIÈRE

DE

KHARKOW

porte à la connaissance de MM. les actionnaires de la Banque que le paiement du dividende pour 1872 sur les actions de la première émission, soit 43 r. 12 c. par action, sera fait aux détenteurs des coupons de cette année:

A Kharkov, à la direction de la Banque et à la Banque de commerce (torgovoi) de Kharkov, et St-Petersbourg, chez J. E. Gunzburg, Galernaia, 11. 1470

BAINS DE HOMBURG

1873. 1873.

Près Francfort-sur-Mein.

Les Eaux salines et muriatiques de Hombourg sont renommées comme un remède efficace contre les maladies de l'estomac, des intestins et du foie.

Bains minéraux, bains de gaz acide carbonique, bains salins avec addition d'eaux-mères. Cure de petit-lait.

Le calme, la fraîcheur du pays, l'air vif et pur des montagnes, la variété des excursions et des promenades, tout concourt au rétablissement de la santé, principalement en cas d'affections nerveuses.

Orchestre du Kursaal. Concerts militaires. Réunions dansantes. Illuminations. Matinées musicales avec le concours des plus célèbres artistes.

Tir à la carabine et au pistolet.

Salons de Conversation et de Lecture, grande Salle de Bal et de Concert, Restaurant ci-devant CHEVET sous l'ancienne direction; Café, Billards.

Près du Kursaal magnifiques promenades, Parc, Orangerie et Serres.

RESTAURANT BORREL

Grande-Morskaia, n° 18, au coin du Kirpitchnoi pérouloko.

Dîner du dimanche 6 mai à 1 r. 50 c.

de 3 à 7 heures.

MENU.

Potage Bisque (Petits pâtés).

Pièce de bœuf à l'Estouffade.

Traites de Gatchina au bleu.

Epinards aux œufs mollets.

Briannaux à la polonaise (Salade).

Glaces panachées.

Café.

DINERS ET SOUPERS A LA CARTE A TOUTE HEURE.

GRANDS ET PETITS DINERS DE COMMANDE.

Salons pour 200 personnes et cabinets richement décorés, pour grands dîners, soirées, bals et réunions de société. 1461

GANTS, CORSETS ET MODES.

Pour cause de démolition le magasin Rivière est transféré momentanément sur le canal, pont d'Anitchkov, maison n° 38, logement n° 26. 1389

HOTEL BELLE-VUE

(Perspective Nevsky)

au RESTAURANT tous les jours:

Déjeuner de 2 plats, à 75 c.

Dîner de 5 plats, à 1 r.

Dîner de 6 plats choisis, à 2 r. } de 3 à 7 heures.

Souper à la carte.

CABINETS A PART.

On accepte toutes commandes pour la ville, avec ou sans vins et service.

JULES LOMATZSCH.

ARTICLES POUR LA CAMPAGNE.

Meubles pour jardins et balcons en fer, bois et osier.
Meubles de Vienne pour appartements.
Stores en bois et jalousies.
Berceuses de jardin (pouvant être démontées) en métal élégantes et à prix modérés.
Lavabos.
Câlèches pour enfants en métal, osier avec soufflet, invention et construction de J. A. Koumberg.
Ornements pour plates-bandes en métal et en terre cuite.
Jardinières et treillages pour pots de fleurs.
Porte-manteaux en métal et en bois.
Meubles de jardin pour enfants.
Baignoires pour enfants.
Lits.
Cages pour oiseaux.
Chandeliers pour jardins.
Lanternes de balcon.
Lanternes de poche.
Lanternes pour la cour et l'écurie.
Essuie-pieds en fonte avec brosse.
Jeu de jardin, Pas-de-géant sur commande.
Appareils de gymnastique pour enfants et grandes personnes.
Lanternes et lampions pour illuminations.
Etouffes pour meubles et draperies en toile et laine.
Coutils à raies pour tentes et balcons.
Tapis pour entrée (en coco) tapis en coco et lin pour corridors.
Cretomes françaises et anglaises.
Draperies en tulle.
Couvertures de lits en piqué.
Toiles cirées pour salles de bains.
Parasols pour dames et messieurs.
Parapluies.
Plaids.
Eventails.
Sacs à ouvrage et bahuts.
Fayences et verreries.
Batterie de cuisine émaillée.
Articles de ménage, couteaux, nécessaire à sà-lade.
Couteils pour légumes.
Fourneaux de cuisine en fonte.
Cafetières de Vienne.
Serrures.
Pendules de table et de mur, réveille-matin.
Coffres-forts.
Filtres.
Tableaux oléographiques.

Tous ces articles se trouvent à la maison de commerce

J. A. KOUMBERG

n° 19, Grande Morskaia, n° 19

AINSI QUE DANS SES SUCCURSALES

Pont Nicolas, maison Falkenhagen.

Petite Sadovaia, maison Demidow. 1444

A Moscou, à la Tverskaia, maison Galatchkine.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE LA

BANQUE FONCIÈRE DE KHARKOW

à l'honneur de porter à la connaissance générale que le 3^e versement sur les actions de la seconde émission de ladite Banque, qui est de 25 0/0, c'est-à-dire de 50 r. par action, est fixé au 15 mai courant. On accepte les versements: à Kharkov — à l'administration de la Banque et à la Banque de commerce de Kharkov; à St-Petersbourg — chez M. J. E. Gunzburg, rue Galernaia, n° 11, de 10 à 3 h. de l'après-midi. 1433

VÉRITABLES MACHINES A COUDRE AMÉRICAINES

de ELIAS HOWE junior

ST PETERSBOURG

G. rue des Ecuries,

maison

Bachmakow,

N° 29.

MOSCOU

Gr. Loubianka,

maison du prince

Golitsyne,

chez G. BLOCK.



S. ROBERT, agent principal pour toute la Russie.

Comptoir: au Gostinnoi-Dvor, kladovaia, N° 1.

SITUATION DES COMPTES

DE LA

BANQUE RUSSE POUR LE COMMERCE ÉTRANGER

au 30 avril 1873.

ACTIF.

	AST-PETERSBOURG.	A LONDRES.	TOTAL.
Caisse: Solde en caisse	24,797 78		
en comptes courants dans les banques locales.	1,478,881 14		
Lettrés de change sur l'étranger et or: en portefeuille	1,503,678 92	liv. st. 21,012 18 11 741 r. 155,705 93	1,659,384 85
Lettrés de change locaux: en portefeuille, lettres de change escomptées et reçues à l'encaissement.	259,886 38	44,985 9 9 333,339 13	593,225 51
Fonds publics: propriété de la Banque et pour compte de divers.	2,042,687 42	285,576 3 2 2,116,111 92	4,158,799 34
Succursale à Londres: avoir de la Banque	391,418 07	12,055 7 10 89,330 45	480,748 52
Correspondants de la Banque et débiteurs divers: solde à leur débit.	132,872 07		132,872 07
Brèts sur marchandises et contrats: débiteurs divers	1,199,684 52	1,534,668 10 2 11,371,893 64	12,571,578 16
Papier timbré: en portefeuille	138,729 75		138,729 75
Frais généraux: Administration, loyer, guide, etc.	4,060 71	1,209 13 2 8,968 57	13,024 28
	80,751 15	2,990 14 2 22,155 90	52,907 05
PASSIF.			
Capital: 1 ^{er} versement 40 0/0 sur 30,000 actions à 250 r.	5,703,768 99	1,902,496 14 2 14,097,500 54	19,801,269 53
à-compte du second versement			
troisième versement.			
Capital de réserve.	4,315,800 13,249 10	100,000 741 r. 741,000	5,056,800 13,249 10
Correspondants de la Banque et créanciers divers: leurs comptes créanciers.	1,253,642 08	27,896 9 8 206,712 94	1,460,355 02
Acceptations.	5,532 33	1,762,647 19 11 13,061,221 65	13,066,753 98
Dividende pour l'année 1872: encore à payer	18,294 20		18,294 20
Intérêts et commission prélevés pour l'année 1873	87,261 28	11,952 4 5 88,565 95	185,817 23
	5,703,768 99	1,902,496 14 2 14,097,500 54	19,801,269 53

L'éditeur responsable, Ant. E. Horn.